

OULALA.net

« La vérité n'est pas au fil du couperet et le silence est forcément complice... »

[Proposer un article](#)

[Nous contacter](#)

[Recommandez](#)

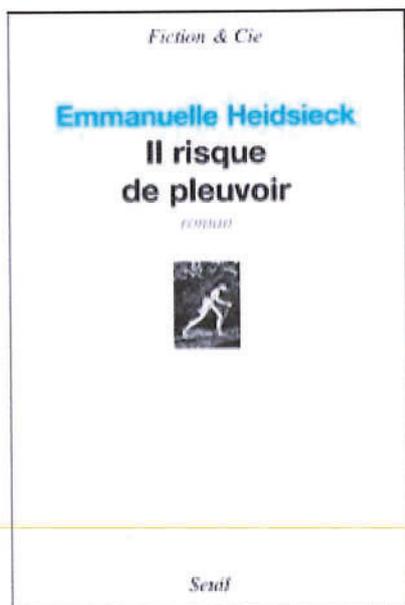
[Annuaire](#)

[Lettre heb](#)

[Oulala.net](#)

▶ [TERRE](#)

▶ [EUROPE](#)



Suite & fin de la Sécurité sociale

vendredi 8 février 2008, par [François Xavier](#)

RUBRIQUE : **Et tout le monde s'en fout...**

- ▶ Popularité de cet article : **47**, soit 28 % de 172.
- ▶ Au total, ce site reçoit environ **6445** visites par jour.

Articles les plus populaires dans cette rubrique

- ▶ [Suite & fin de la \(...\)](#) - (28 %)
- ▶ [La micro-puce RFID ou le \(...\)](#) - (6 %)
- ▶ [PAPA C'EST QUOI LA \(...\)](#) - (5 %)
- ▶ [Paris-Dakar : le \(...\)](#) - (4 %)
- ▶ [Continue à dormir petit \(...\)](#) - (4 %)



Imprimer l'article



[Sans les forums](#)

[Avec les forums](#)

Emmanuelle Heidsieck signe, avec *Il risque de pleuvoir*, la chronique de la mort annoncée de la Sécurité sociale. Signe des temps ou impératif économique indispensable à une tentative de survie du système français ? Là n'est pas son propos, par contre, elle dénonce les manigances des compagnies d'assurance qui complotent dans l'ombre pour faire main basse sur les données médicales, cheval de Troie qui mènera les troupes libérales à la mise à mort de l'administration. Glaçant. Révoltant ... et tellement prémonitoire.

D'autant que l'on n'a toujours pas oublié son précédent opus, *Notre aimable clientèle*, qui, en 2005, démontrait l'ambiance délétère qui régnait à l'ANPE et annonçait avec force détails la fusion ASSEDIC/ANPE que ... le gouvernement Fillon vient de mettre en place. Emmanuelle Heidsieck a été journaliste d'investigation dans le domaine social pendant de longues années, elle sait donc parfaitement de quoi elle parle.

Une nouvelle fois, elle choisit la fable, plutôt que l'essai pesant, pour nous narrer par le menu les manières de voyou dont AXA et AGF, pour ne pas les nommer (mais

Convertir au format PDF

DANS LA MEME RUBRIQUE :

- ▶ Les Médiocres
- ▶ La voiture de l'avenir (suite)
- ▶ Feu d'artifice de bêtise raciste
- ▶ Arrêtez le massacre !
- ▶ Uranium appauvri
- ▶ « Les gens heureux me font c... ! »
- ▶ Le cœur sur la main, la main coupée !
- ▶ TAIS-TOI ET TRAVAILLE SALE GOSSE !
- ▶ L'or sale
- ▶ La nuit disparaît

THEMES ABORDES :

Culture

- ▶ Montrez ce sein que l'on aimerait voir
- ▶ Un NON collectif au projet de Constitution Européenne.
- ▶ De l'art urbain
- ▶ Piratage sur Internet
- ▶ Le centième singe ou comment va se jouer l'avenir de l'Humanité.
- ▶ L'Algérie de Djaout vaincra
- ▶ Franca Maï
- ▶ Pour un philosophie du plaisir ?
- ▶ La nuit de la substance : entre corps & matière, l'esprit scintille
- ▶ Andrzej Zulawski : le chaos de la chair

Littérature

- ▶ Beyrouth, comme si vous y étiez ...
- ▶ Salut au lecteur !
- ▶ Il faut demander l'interdiction de ce livre !
- ▶ Le Boycott du nouveau livre de Thierry Meyssan
- ▶ Sicile : prenez de la hauteur !
- ▶ Jean GENET : Le flirt hypnotique de l'abîme
- ▶ Moi, j'ai repris deux fois des moules...
- ▶ Plus Belle la Vie ?
- ▶ Réformer l'islam ... ou mourir
- ▶ Dialectique libre... et non faussée

les clés sont facilement repérables), font preuve pour mener batailles pour saborder le navire amiral. Et cela a débuté avec la **carte Vitale** : ce que personne n'a semblé remarquer mais qui m'a profondément choqué, c'est que les données personnelles qui vont, grâce à l'informatique, de votre médecin au centre de la Sécu puis à votre mutuelle, toutes ces données transitent par des serveurs **Vivendi**. Hé oui, l'opérateur est privé, les tuyaux sont privés, et les données stockées chez l'une des pires multinationales qui soit. Pourquoi avoir laissé faire ? Voilà la bonne question. Le vers est donc dans le fruit. Un simple décret et Vivendi aura le droit de décrypter les données et fffftttt ! disparu l'anonymat. On aura alors un joli fichier marketing qui sera vendu au plus offrant ... Et ne comptez pas sur la CNIL qui n'a aucun pouvoir coercitif et qui est aux ordres d'en Haut.

Astucieusement montée, cette satire réjouissante à lire malgré la gravité du propos, se déroule sur une paire d'heures, le temps d'une messe d'enterrement (sic) de première classe. Dans le gratin de l'assurance l'on meurt aussi, et, PDG, conseiller référendaire, ministre et directeurs de filiales, se retrouvent autour du cercueil de la sœur de l'ex-femme d'Antoine Rougement, lequel rumine pour tuer le temps car les mouvements de foule l'on placé pile face à l'un des piliers de l'église. Il ne voit rien, entend mal et s'énerve à contempler sa belle-famille décomposée, ses enfants, ses cousins ... ses collègues surtout, cette brochette de jeunes loups que rien n'arrête. Passent alors en revue les derniers colloques, les petites phrases rapportées qui, remises dans leur contexte, dessine la carte des grandes manœuvres. L'on se régale à remettre en place les véritables patrons à peine pastichés, et l'on finit par rire jaune de voir Claude Bébéart en fin stratège depuis son terrain de golf ... Citoyens, il y a le feu aux écuries, et, non, madame la Marquise, tout ne va pas bien !

Ce roman de salubrité publique devrait, lui aussi, être remboursé par le Sécurité sociale, à n'en pas douter. Il doit surtout être lu par le plus grand nombre car, après la trahison du traité de Lisbonne qui a eu lieu le 4 février 2008 lors du vote des félons à Versailles qui ont spolié la voix du peuple qui s'était prononcé contre ce traité fédéraliste, il convient que les Français sachent à quelle sauce ils vont être mangés. A eux de faire pression sur leurs élus pour qu'ils comprennent qu'un vote sanction est possible aux prochaines échéances **législatives** si l'on ne veut pas se retrouver comme aux USA où plus de 40 millions de personnes n'ont pas accès aux soins de santé car ils ne peuvent pas s'offrir le luxe de payer dix mille dollars par an aux compagnies privées ...

Même s'il est de notoriété publique qu'il y a des abus, que les Français sont les champions du monde de la surconsommation de médicaments, il existe des moyens pour pister ces malades du cachet et "chasser"

les hypocondriaques afin de mieux les cerner et d'agir fermement, voire les sanctionner ; mais pour cela il faut une réelle volonté politique. Ce n'est pas en livrant le bébé aux ogres du Libéralisme que l'on sauvera le système, bien au contraire. On enrichira quelques actionnaires et on laissera mourir les indigents, jol retour en arrière pour un pays qui n'arrête pas de donner des leçons au monde sur la manière de gérer la cité tout en laissant dépérir les siens.

Autre signe du mouvement en marche, l'**UNESCO** dont le siège est à Paris, qui avait son système de sécurité sociale intégré à la caisse de l'**ONU** , a vu, il y a deux ans, sa caisse être fermée pour être remplacée par une société privée. Et que pensez-vous qu'il adviendrait des cotisations ?

Comme le dit Antoine Rougemont à la page 113, ce que l'on "a tendance à oublier, c'est que dans le cas d'une assurance privée, la prime est fonction du risque que l'on représente, et le versement fonction de ce que l'on a soi-même payé ; alors que la cotisation à un système collectif comme la Sécurité sociale dépend des revenus et instaure une solidarité entre malades et bien portants, entre jeunes et plus âgés."

C.Q.F.D.

► **P.S.**

Emmanuelle Heidsieck, Il risque de pleuvoir, coll. "Fiction & Cie, Seuil, février 2008, 125 p. - 15,00 €

François Xavier

► **Littérature, etc.**

► **François Xavier** est écrivain. Spécialiste de l'Orient, on lui doit la seule étude en langue française sur l'œuvre de Mahmoud Darwich. Voleur de feu à ses heures, il chronique aussi près de 200 livres par an pour divers e-magazines. Dans le passé, il fut aussi éditeur.

► **Cet article est publié depuis plus de 5 jours**
Le Forum qui lui est associé est désormais clos

► **Lire attentivement les règles du forum.**
Les contributions non signées d'un mail valide ne sont pas publiées.

Recommander cet article à un am

Il y a 1 contribution(s) au forum.

► **> Suite & fin de la Sécurité sociale**

10 février 2008, par Dr Martine Marchand

> Suite & fin de la Sécurité sociale

10 février 2008, par Dr Martine Marchand [retour au début des forums]

Ce que je constate, c'est que la sécu se comporte de plus en plus comme une administration fiscale, que nos cotisations ressemblent plus à un "impôt santé" qu'à une cotisation assurance-santé. D'ailleurs, maintenant, si vous voulez être bien assurés, faudrait souscrire une autre assurance, et pas complémentaire genre mutuelle qui ne rembourse que des compléments remboursables sécu ; non, une autre assurance privée. c'est sûr, cela devient vraiment solidaire dans le petit monde de l'assurance !

Ce que je constate, c'est que la sécu sert aussi des tas d'entreprises

FLASH

Les CGPI-Cif au top

« L'Argus » renouvelle son classement des CGPI-Cif, lancé pour la première fois en 2007. Ce palmarès permet de mettre l'accent sur la profession des conseils en gestion de patrimoine et de donner une vision de la diversité de ce métier et de ses problématiques liées, notamment, à l'organisation et à la réglementation. Les questionnaires adressés par mail doivent être retournés au plus tard le 25 février, la parution du dossier étant prévue pour le congrès de la Chambre des indépendants du patrimoine les 26 et 27 mars prochains. Répondez nombreux !

> L'intelligence est un concept prisé des assureurs en ce moment. Tandis que la MAIF et la MACIF lancent la première voiture « intelligente » (lire notre article p. 10 et 11), la GMF propose, pour sa part, une offre qui, selon elle, « répond à une mobilité intelligente », dans la lignée de l'initiative récente de LA PARISIENNE ASSURANCES. **Éco-Pass offre ainsi 10% de réduction sur la prime d'assurance auto pour tous les détenteurs d'un abonnement annuel de transports en commun.**

> Le sort de la Sécu inspire les auteurs. Dans « Il risque de pleuvoir », Emmanuelle Heidsieck fait une interprétation romanesque et sombre des expérimentations Babusiaux sur l'accès aux données de santé, qui sortiraient les compagnies de leur rôle de « payeur aveugle ». **Elle raconte le complot de compagnies qui tentent de s'emparer des données médicales pour faire un sort à la vénérable administration.** Précisons toutefois que le Seuil a publié cet ouvrage dans sa collection « Fiction & Cie » !

> Si les assureurs français respirent, en revanche leurs homologues italiens se font rappeler à l'ordre pour leurs tarifs auto. Tout juste nommé par le gouvernement, Antonio Lirosi, sorte de « super-garant » chargé de surveiller les prix dans la Péninsule, a convoqué, pour le 6 mars, la fédération des assureurs (Ania) ainsi que l'organe de contrôle du secteur des assurances (Isvap) afin « d'approfondir la confrontation sur le niveau des prix des assurances ». **Selon les associations de consommateurs transalpins, les polices auto auraient augmenté jusqu'à 30% dans certains cas. Une donnée réfutée par l'Ania.**

> Alors que la Fédération des courtiers d'assurances (FCA) et le Syndicat français des assureurs conseils (Sfac) ont enfin réuni leurs forces en 2006 au sein de la Chambre syndicale des courtiers d'assurances (CSCA), voilà qu'un **nouveau syndicat voit le jour... Il s'agit du Syndicat national des courtiers grossistes souscripteurs en assurance, autrement dit « Syndicat 10 »**. Parmi ses 9 membres fondateurs figurent notamment le groupe **SOLLY AZAR** (son directeur général, Xavier Vankeerberghen, est d'ailleurs président du syndicat), **FRANÇOIS BERNARD ASSURANCES** ou **ALPTIS ASSURANCES**. But du syndicat : faire valoir la spécificité de la profession et défendre ses intérêts, « insuffisamment pris en compte, notamment lors des évolutions de réglementation sur l'intermédiation dans l'assurance ».

> La Chine envisage de créer un système d'assurance pour couvrir les catastrophes environnementales, afin que les victimes d'une pollution majeure puissent être indemnisées. **En 2007, la Chine a connu 108 cas d'incidents majeurs dans le domaine de l'environnement, nécessitant des mesures d'urgence.** Pan Yue, responsable du SEPA (State Environmental Protection Administration), interpelle les établissements financiers pour qu'ils cessent leurs relations commerciales avec les industriels les plus pollueurs.

> Le contentieux franco-algérien sur les assurances est tout juste en voie d'être réglé que les assureurs français se positionnent déjà pour investir dans ce pays. **On prête à AXA un intérêt pour la privatisation de la compagnie algérienne d'assurances et de réassurance CAAR**, dont le chiffre d'affaires s'élève à 7,5 milliards de dinars (75 M€) et qui détient un réseau de 113 agences.

> « L'Argus » lance sa deuxième édition présentant 500 agents généraux qui ont fait preuve de dynamisme sur le marché. Ce palmarès unique permettra de mettre en lumière ceux qui ont bâti de belles entreprises, tout en faisant ressortir les particularités de leurs agences dans les différentes branches de risques. **Pour participer à ce numéro spécial, les agents peuvent télécharger le questionnaire sur notre site et le retourner par courriel à agents2008@gisi.fr ou par télécopie au 01 56 79 39 36.**



DOCUMENTAIRE

Dans les pas du principal Rossetto

Dans *Quelle classe, ma classe!* Philippe Troyon analyse les raisons du succès d'un collège en ZEP.

Voilà un film qui ne passera pas inaperçu après la présentation du plan banlieue! À Bobigny, en Seine-Saint-Denis, le réalisateur Philippe Troyon a glissé, quatre ans durant, sa caméra dans l'enceinte du collège Pierre-Semard classé en zone

d'éducation prioritaire. Pas pour faire une chronique de la violence ordinaire. Au contraire, il s'intéresse aux raisons d'espérer. Même si elles semblent bien fragiles à chaque rentrée scolaire, qui voit arriver 500 élèves (60 nationalités), la moitié étant issus de familles

où l'on parle mal le français. Et pourtant, l'établissement se place parmi les 20 meilleurs du département au brevet des collèges. La botte secrète? Une équipe pédagogique motivée, emmenée par l'infatigable principal,

Joseph Rossetto, qui n'a qu'une obsession : donner confiance aux élèves et les conduire à l'autonomie. Son outil : le travail sur la langue et les cultures, à travers l'écriture, la danse, le théâtre et le cirque. Atypique? Essentiel : « Les enfants, qui sont dans une insécurité langagière, ne peuvent pas réussir à l'école dont le travail, les évaluations et les examens sont fondés uniquement sur le langage écrit. [...] Quand on est exclu ainsi de la société, des codes et des réglementations traditionnelles, seules restent ouvertes les voies de la violence », explique-t-il dans le livre accompagnant la sortie de ce documentaire réussi. ■ **A. F.**

Quelle classe, ma classe!, documentaire de Philippe Troyon. Sortie en salles le 13 mars.



D.R.

LE REGARD DE L'ARTISTE

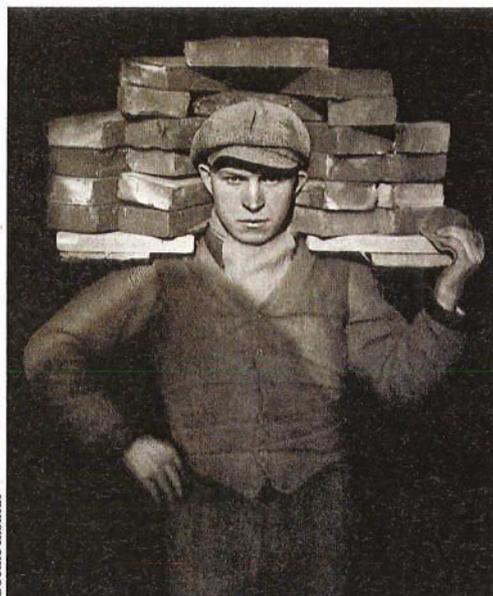
L'Allemagne de l'entre-deux-guerres en portraits

Paysan, ingénieur, fonctionnaire... August Sander a dressé une typologie socioprofessionnelle des Allemands du début du xx^e siècle. Un monument.

En équilibre sur les épaules, le plateau de briques n'a pas l'air de peser. Mais le regard brutal en dit long sur la condition de manœuvre en 1928, à Cologne. C'est assez pour qu'August Sander (1876-1964) élève cet ouvrier au rang d'artisan type. Le photographe allemand s'était lancé dans un projet fou : dresser un portrait typologique de ses compatriotes. Débutée vers 1910, son œuvre, *Hommes du xx^e siècle*,

reste inachevée, malgré 600 photos classées en sept groupes (paysans, artistes, etc.). Une partie (50 clichés) de ce monument de la photo documentaire, qui brosse un portrait époustoufflant de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, est visible au Goethe Institut. Courez-y! ■ **A. F.**

Sélection de portraits Hommes du XX^e siècle d'August Sander. Jusqu'au 29 mars au Goethe Institut, Paris VI.



Goethe Institut

ROMAN

Il risque de pleuvoir

Emmanuelle Heidsieck. Éditions Seuil. 125 pages, 15 euros.

Quoi de plus approprié qu'un enterrement pour faire la chronique d'un décès annoncé? C'est le premier clin d'œil d'Emmanuelle Heidsieck, journaliste, qui dénonce les manigances des compagnies privées d'assurances pour obtenir les données médicales et en déposséder la Sécurité. Elle le fait à travers l'histoire d'un cadre sup convié à un enterrement dans la famille de son ex-femme, qui a convolé avec le P-DG de l'assureur Ganax (toute ressemblance avec Axa n'est pas fortuite). Son roman satirique fait œuvre de vulgarisation sur ce sujet complexe.



JEUNESSE

La Grève

Murielle Szac. Éditions Seuil. 144 pages, 8,50 euros.

Mélo die a 13 ans, habite dans le Nord, aime flâner avec Mous et Seb le long du canal, n'aime pas trop l'école, n'aime pas trop sa vie à la cité Bosch où « rien n'arrive jamais ». Jusqu'à ce que l'usine où sa mère pique des ourlets se mette en grève. Mélo va apprendre une nouvelle expression, « plan social », et porter un regard neuf sur les ouvrières en lutte. À commencer par sa mère. Un apprentissage de la fierté.





0 600802 068330

Bimensuel
T.M. : 20 000

☎ : 01 48 87 48 58
L.M. : 85 000

LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

Du 1 au 16 mars 2008

Emmanuelle Heidsieck
Il risque de pleuvoir
Seuil, 128 p., 15 e
Le monde de l'assurance,
« avenir radieux du monde
contemporain ».

LaTribune.fr

0€

FRAIS D

[Ma page RSS](#)
[Ma bibliothèque](#)
[Mes alertes](#)
[Mes newsletters](#)
[Mon portefeuille](#)
[Mes listes de valeurs](#)

RECHERCHER SUR LE SITE ET DANS LES ARCHIVES

ok

RECHERCHER UNE VALEU

[Entreprises & secteurs](#)[Bourse](#)[Economie](#)[Monde](#)[Politique](#)[Sport](#)[Emploi & carrière](#)[Fin](#)

Mercredi 12 Mars 2008 - 14:02

CULTURE

[Accueil Culture & loisirs](#)[Sur les écrans](#)[Expositions](#)[Musiques](#)[Théâtre & Spectacles](#)[Livres & BD](#)[Week-end & Voyages](#)[Marché de l'Art](#)

L'ACTUALITÉ CULTURE & LOISIRS

[Ajouter à Ma Pag](#)

Julia, la belle réussite de Zonca

Dix ans après "La vie rêvée des anges", le réalisateur Erick Zonca signe un film puissant et radical. "Julia" s'impose comme un formidable portrait de femme, mêlé de thriller et de road-movie. L'occasion pour la comédienne Tilda Swinton de dévoiler l'étendu de son talent.



LIVRES & BD

[Ajouter à Ma Pag](#)

ROMAN

"Il risque de pleuvoir"

Fiction 4 Cie

Emmanuelle Heidsieck

Il risque de pleuvoir



Scail

Petits complots entre collègues. Des cadres dans les assurances qui n'hésitent à cocufier l'autre. Le livre d'Emmanuelle Heidsieck révèle une plume glaçante.

PLÉIADE

Le dandy guerrier

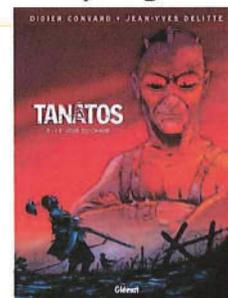
C'est un auteur paradoxal qui fait son entrée dans la prestigieuse Pléiade: Ernst Jünger, avant tout soldat allemand et capitaine de la Wehrmacht à Paris, a écrit un journal très littéraire. Le sabre et la plume.

BIOGRAPHIE

Benjamin Franklin, l'Américain des Lumières

Benjamin Franklin est l'un des personnages les plus emblématiques de l'histoire américaine. Axel Poniatowski et Cécile Maisonneuve dressent un superbe portrait de cet infatigable chantre de la liberté. Ils décryptent la richesse et la complexité d'une vie hors du commun.

Tanâtos, un génie du mal est r



Parmi les parutions récentes, voici quelques albums qui se distinguent: "Tanâtos", "Oh les filles!", "Les filles" "Rock Derby", "Luc Orient", "Oncle Gabby", "Un peu avant la fortune", "I fera beau demain", "Lady Polaris", "I visiteur du sud" et "Le tour du monde 80 jours".

ROMAN

Voyage au coeur de l'Absurdis

C'est un livre un peu de géopolitique beaucoup d'actualité, énormément ironique. C'est surtout une énorme charge contre le système hérité de l'URSS. A ne pas manquer.

Culture & loisirs

La Tribune.fr - à 18:07 - 363 mots

ROMAN

"Il risque de pleuvoir"

Petits complots entre collègues. Des cadres dans les assurances qui n'hésitent à cocufier l'autre. Le livre d'Emmanuelle Heidsieck révèle une plume glaçante.

LaTribune.fr

Cet article est issu du site La Tribune.fr
(www.latribune.fr).

Aucun droit de reproduction, sous quelque forme que ce soit (photocopie, scanner, copie numérique), n'est autorisé, si ce n'est celui d'une copie unique destinée à un usage strictement personnel. Toute autre utilisation est donc soumise à l'accord préalable de l'éditeur.

Pour toute information :
information@latribune.fr

© 2008 La Tribune

Antoine Rougement est cadre dans les assurances, un cadre "normal", costume gris anthracite, bon dans son travail, avec "un joli poste de cadre dirigeant, rien à ajouter". Mais pas aussi brillant qu'Alexandre, le nouveau mari d'Inès, son ex-épouse. Détaché, indifférent. Sa vie passe au second rang. Trop hésitant! Il reste en marge. Mais dans sa tête, il la commente. Il détaille. Il évalue. Il compare. Il rumine. Les situations, les gens, les petites phrases, les comportements, comme un assureur. Jusqu'aux bruits de chaise. Il y a cette scène inaugurale d'un enterrement de son ex-belle soeur où se trouve son ex, Inès. Une atmosphère de crachin.

Rougement se demande s'il va aller au cocktail qui suit la messe. Là, il fait les comptes. Un inventaire des carrières de ses homologues assureurs, et tout ce qu'il a fallu d'ambitions et d'hypocrisie pour que certains deviennent des cadres dirigeants en vue dans le gratin des assurances privées. Tous miroitent le gâteau de la sécurité sociale.

L'auteure Emmanuelle Heidsieck se fait grinçante et glaçante sur les petits complots qui se trament pour mettre la main sur le pactole et privatiser l'administration. Il risque en effet de pleuvoir. La satire dure deux heures et se lit avec un plaisir malicieux. La leçon est salubre et bien menée. A la fin, une pensée fugitive de meurtre envahit Antoine de Rougement: tuer son rival, le beau père de ses enfants, qui a tout réussi? Mais cela reste dans sa tête comme un calcul vain. Un calcul de plus. Dans la voiture qui glisse sur le boulevard Saint-Germain à Paris, Antoine se sent pris au piège. Le livre se termine ainsi: "Je la vois rire, je ne vais pas tenir, je sens que je ne peux plus lutter, et la détresse m'envahit pendant que nous glissons vers le petit truc après."

Emmanuelle Heidsieck, Il risque de pleuvoir, coll. "Fiction & Cie, Seuil, février 2008, 125 pages, 15 euros

Yan de Kerorguen

24 mars 2008

S'ABONNER
AU TEMPSNOUVEAU SITE
WWW.PAYOT.CH

LETEMPS.CH

LE JOURNAL

Sommaire complet
 Editorial
 Zooms
 Temps fort
 International
 Suisse
 Régions
 Economie
 Finance
 Sports
 Société
 Culture
 Eclairages
 Courrier lecteurs
 Météo

LA FINANCE

Finance
 Fonds placement
 Marchés
 Economie

LES RENDEZ-VOUS

Carrières
 Immobilier
 Samedi culturel
 Disques
 Livres
 Multimédia

LES PLUS DU WEB

Photos
 Vidéos
 Dessins
 Blogs
 Forums
 Dossiers
 Archives
 Revue de presse
 Newsletters
 Hors-séries
 Netvibes
 Flux RSS
 Edition PDF
 Edition ePaper

LES SERVICES

Abonnements

RECHERCHER

OK

MOT CLÉ AVANCÉE

TOUTES LES
CRITIQUES

Romans français
 Romans suisses
 Romans étrangers
 Album illustré
 Anthologie
 Aphorismes
 Architecture
 Arts
 Bande dessinée
 Biographie
 Chroniques
 Contes
 Correspondance
 Cuisine
 Dictionnaire
 Enfants
 Entretiens
 Essai
 Histoire
 Journal
 Mémoires
 Musique
 Nouvelles
 Oeuvres complètes
 Philosophie
 Photographie
 Poésie
 Polar
 Politique
 Récits
 Récits de voyage
 Science fiction
 Souvenirs
 Théâtre

CRITIQUE DE LIVRE

Le Temps | Livres | Romans français | Critique littéraire

La lucidité glaçante du deuil

Au moment de prendre congé d'un mort, il y a un instant de vérité que Catherine Lovey et Emmanuelle Heidsieck saisissent pour conduire le lecteur, l'une dans les tréfonds de l'âme, l'autre dans les abîmes du cynisme social.

Titre: Il risque de pleuvoir
Auteur: Emmanuelle Heidsieck
Editeur: Seuil, Fiction & Cie
Autres informations: 126 p.

Titre: Cinq Vivants pour un seul mort
Auteur: Catherine Lovey (2 livres chroniqués)
Editeur: Zoé
Autres informations: 188 p.

Laurent Wolf, Samedi 22 mars 2008

«C'est la bise qui va rire en entendant vos bêtises», dit Aïda à Jean dans la pénombre d'un jour de janvier, à Helsinki. Jean est venu du sud où il a perdu un ami, son meilleur ami, Markus Festinovitch, qui s'est jeté par une petite fenêtre qui aurait dû rester fermée. Markus l'a ouverte, paraît-il. Il a sauté, paraît-il. Jean n'y croit pas. Son meilleur ami, Markus, avec lequel il avait rendez-vous ce jour-là, n'avait aucune raison de se suicider, aucune, alors pourquoi l'aurait-il fait? Andreas, un autre ami de Markus, un homme d'action, un logique, dit à Jean: «Markus est mort. C'était son choix. Il est mort alors que tout allait bien, preuve irréfutable de son choix.» Jean n'en croit rien. C'est un compliqué. «Change un peu de musique», lui dit Marion, son épouse, tout au début du roman de Catherine Lovey, Cinq Vivants pour un seul mort. Jean ne changera pas de musique. Il va se mettre en route pour retrouver son ami Markus dont la mort l'a éloigné. La bise se marre.

Elle se marre aussi dans le roman d'Emmanuelle Heidsieck, Il risque de pleuvoir. Ou elle se marrerait si elle pouvait souffler à l'intérieur d'une église chic où est réunie pour la messe autour du trépassé, la crème du monde de l'assurance française. Antoine Rougemont s'est mis sur son trente et un. Impeccable. Digne de son statut social très élevé, et de la population endeuillée pour quelques instants autour du trépassé, un ponte parmi les dirigeants des compagnies d'assurance. Antoine se sent un peu seul. Alexandre, le mort, est le nouvel époux de son ancienne épouse. C'était un ami proche, on passe. Antoine fait partie de la crème, légèrement en dessous d'Alexandre. Il vient en outre de recevoir un congé pour vente de l'appartement chic qu'il loue dans un quartier chic. Il est destabilisé. Et rumine en regardant un à un les acteurs de sa propre vie. La bise se marre.

Antoine et Jean n'ont pas grand chose à faire ensemble. Sinon qu'ils sont cernés par des individus efficaces mais capables de mourir même quand ils sont aussi parfaits que Markus et Alexandre. Sinon, aussi, qu'ils se sont rencontrés grâce aux hasards de la lecture. Deux petits livres de format presque identique, bien écrits, qui intriguent et captivent en

U
 Nc
 Mc
 Mc
 ...
 >
 >

Espace abonnés
 Boutique
 Events
 SMSAnnonces
 WebAdresses
 Publicité
 Voyages
 Rencontres

LE TEMPS SA

Présentation
 Visite
 Contacts

quelques pages. Et qui, par hasard, commencent avec un enterrement puis bifurquent dans des directions exactement opposées.

L'enterrement de Markus est en préparation. Ses amis l'organisent. On jouera du Bach, quelle bonne idée. Jean s'éloigne dans ses rêveries, dans ses questions: Markus ne s'appelait pas Festinovitch, pourquoi m'a-t-il menti alors qu'il était mon meilleur ami? L'enterrement d'Alexandre est en cours. On se lève, on s'assied au gré de la liturgie. Antoine suit le mouvement et regarde les visages et les nuques des requins de la grande assurance, répertorie leurs mensonges. Il y a toujours des vivants pour un seul mort, cinq ou plus. Certains s'organisent pour empaqueter le deuil afin qu'il reste bien propre et bien tranquille. Au lieu qu'il est un poison pour d'autres, qu'il ronge et ne finit jamais son travail.

Cinq Vivants pour un seul mort et Il risque de pleuvoir commencent dans le lieu commun du deuil, de la distance qui se crée (Qui était-il, était elle? Qui étaient-ils pour lui ou pour elle? Et quelle est ma place?), de la lucidité qui s'installe, pourrait s'installer, certains la cherchent, d'autres la fuient. Antoine et Jean voient leur vie dans cette disparition. Ils n'aiment pas ça.

Jean, va se précipiter dans sa propre obscurité, s'isoler dans son incrédulité quant au suicide de Markus Festinovitch et partir à la recherche du passé de ce «meilleur ami» là-haut vers le nord, vers la Finlande, vers le frère de Markus et sa fille, et une femme de ménage nommée Aïda; sa vue se voile, ses yeux se troublent, il est malade, mais il écrit, il écrit, et lit des histoires à la fille du frère de Markus; puis l'ombre vient sur lui quand arrive le printemps boréal. Il a définitivement coupé avec son monde.

Antoine va découvrir peu à peu le sens d'un complot social inique. Celui des assureurs qui veulent se débarrasser de la sécurité sociale égalitaire et introduire en France le modèle «pay-as-you-drive» «en éliminant les mauvais risques de leur clientèle ou en les surtaxant». Dans la lucidité froide d'un deuil qui n'est pas le sien, Antoine se perçoit comme l'un des acteurs consentants du complot. Il gèle littéralement de l'intérieur, incapable d'agir, ni de partir. La perte de soi en soi-même ou la perte de soi dans le monde, c'est du pareil au même. La bise se marre. Il n'y a pas de quoi se marrer pour autant.

LE TEMPS

Place de Cornavin 3
 Case postale 2570
 1211 Genève 2

tel: +41(0)22 799.58.58

fax: +41(0)22 799.58.59

e-mail

info@letemps.ch
 www.letemps.ch

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés.

→ A propos → Nous contacter → Votre avis → Notre charte → RSS

top

► **Il risque de pleuvoir** d'Emmanuelle Heidsieck - éd. du Seuil - 125p., 15€.

ASSURANCE MALADIE LIVRE

Représentativité: sur Rue89, les syndicats débattent

Un représentant de la CGT et un chercheur, expert de la question syndicale, répondent aux propositions du n°2 de l'Unsa. **La suite**
 Par David Servenay (Rue89) 01H45 31/03/2008

ENQUETE

L'Ille-et-Vilaine a une gauche, un centre mais plus de droite

Par Chloé Leprince (Rue89) 19H56 30/03/2008

Cherchez bien, vous ne le trouverez pas: le terme "droite" a bien disparu du tableau, au Conseil général, au profit de "divers droite" et encore moins d'étiquette qui trahirait une filiation avec la majorité présidentielle. Erreur de la droite "au centre". **La suite**

BRETAGNE CANTONALES CENTRE DROITE MODEM UMP

FIGRA 2008

Figra (IV): Irak, les faux-semblants d'une guerre (IV)

Par Augustin Scalbert (Rue89) 00H33 31/03/2008

Dernier film du Festival international du grand reportage d'actualité **choisi par les internautes de Rue89** pour recevoir le prix de la meilleure investigation. Fin 2006, le journaliste Paul Moreira a passé plusieurs semaines à enquêter sur les moteurs de l'insécurité dans le pays. **La suite**

FIGRA GUERRE IRAK

A DEBATTRE

Le "Nobel" de l'architecture au Français Jean Nouvel

Par Pierre Haski (Rue89) 19H52 30/03/2008

Pour la deuxième fois seulement, un architecte français, Jean Nouvel, a reçu dimanche le **prix Pritzker** de l'architecture. Seul Christian de Portzamparc, l'architecte de la Cité de la musique de La Vilette, à Paris, avait été lauréat.

ARCHITECTURE NOUVEL PARIS

REVUE DE COMMENTAIRES

La Sécurité vue par les riverains de Rue89: privatiser la Sécurité sociale

Par David Servenay (Rue89) 19H00 30/03/2008

L'article consacré à la stratégie des assureurs cherchant à privatiser les activités de la Sécurité sociale dans un roman d'anticipation d'Emmanuelle Heidsieck, "Il risque de pleuvoir", explique comment les assureurs cherchent à introduire ainsi l'évaluation des risques individuels dans les remboursements des dépenses de soin.

ASSURANCE MALADIE PRIVATISATION SANTÉ SÉCURITÉ SOCIALE



La Sécu vue par les riverains de Rue89: privatiser ou pas?

Par David Servenay (Rue89) 19H00 30/03/2008

L'article consacré à la stratégie des assureurs cherchant à privatiser les activités de la Sécurité sociale a suscité de r d'Emmanuelle Heidsieck, "Il risque de pleuvoir", explique comment les assureurs pourraient obtenir les "données de sa dans les remboursements des dépenses de soin.

Comment sensibiliser et mobiliser l'opinion?

Premier constat: la perspective de voir la Sécu privatisée rappelle d'autres expériences récentes. Pour Phil2922, le pré

"Postier, j'ai vécu la réforme des PTT en 1990 qui fut un laboratoire pour les 'requins' financiers... Oui, l'Anarcho résister, car les autres syndicats ont un problème de fonctionnement démocratique, avec des permanents à vie. syndicats institutionnels, a interdit à la CNT-PTT les possibilités d'expression qui existaient avant (panneaux syr casse du service public de la Poste. Pour la Sécu et d'autres secteurs professionnels les 'requins financiers', aic massacre social..."

Même constat d'athénaïs, qui relève que le phénomène a été annoncé par les acteurs du secteur:

"Ce n'est hélas pas nouveau, dès la mise en place de la Sécu les patrons n'ont eu qu'une idée c'est de faire ma représente. Bébéar, alors PDG d'AXA, l'avait très clairement dit dans les années 90. [...] Je pense que les manif n'est pas facile, la prise de conscience des citoyens aide à la mobilisation mais ce n'est pas automatique. Une faut-il qu'ils admettent qu'ils peuvent peser sur les choix."

En réponse à cette interpellation, Servais-Jean s'insurge:

"Athénaïs, s'il n'y avait que le lavage de cerveau. Et tous les ouvriers, employés, petits cadres... dont ils ont ach actionnaires dans leurs boites? La droite sait où elle veut aller et fait un travail de sape surtout depuis 1945. La est trop grand. Est-ce une bonne stratégie? Ce n'est même pas une stratégie, c'est simplement la réaction que Hé, la gauche, faites-nous rêver, montrez nous un avenir!"

A cette dernière exclamation, les riverains n'ont pas donné de réponse.

Derrière les débats idéologiques, quelques artifices comptables...

Serait-ce que le débat sur l'avenir de la Sécurité sociale pose d'abord des questions d'ordre comptable dans la façon d' Les Chats:

"Chiffres de l'ASSURANCE MALADIE issus du rapport des comptes de la Sécurité Sociale. Liste des taxes et p

- Une partie des taxes sur le tabac, 7,8 milliards
- Une partie des taxes sur l'alcool, 3,5 milliards
- Une partie des primes d'assurances automobiles 1,6 milliard
- La taxe sur les industries polluantes 1,2 milliard
- La part de TVA destinée à la Sécu n'est pas reversée.... 2 milliards
- Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés 2,1 milliards
- Retard de paiement par les entreprises... 1,9 milliard

Addition 20 milliards d'Euros. Soit un excédent pour la Sécu de 11 milliards."

Et Marcus-Aurelius de reprendre aussitôt cette évaluation par une autre, assortie d'une explication complémentaire sur de la dette sociale:

"Bravo! Une cinquantaine de commentaires après, on parle enfin de concret! Petite rectification:

- Déficit 2007= 11,424 Md€
- Besoin de financement (déficit cumulé)= entre 19 et 20 Md€
- Dettes de l'Etat envers la SS= env. 10 Md€
- Autres dettes envers la SS= env. 10 Md€

Pour l'instant une partie de ces déficits est prise en charge par la CASES (caisse d'amortissement de la dette sociale créée en janvier 1996 et mise en place au mois d'avril de la même année). Malgré la crise des marchés financiers, la CAI, le CRDS, dont le montant s'est élevé à 5,7 Md€ en 2007, à amortir efficacement la dette sociale, conformément à la Sécurité sociale, soit 2,6 Md€. En douze ans, la CASES a amorti 34,7 Md€ de dette sur les 107,6 Md€ confiés par l'Etat à la Sécurité sociale. Au 31 décembre 2007, la dette restant à rembourser, représentée par la situation nette comptable, s'élève à 72,9 Md€.

On arrivera donc à une situation à zéro et non pas à un excédent."

Marcus-Aurelius, sceptique quant à la perspective de voir le régime privatisé, conclut:

"Pour rester dans le concret, les soit disant 'rachat, privatisation...' c'est un peu exagéré. Il faut comprendre par là un partage de compétences entre l'Etat et les Assurances. Mais rien de ce genre n'est pour l'instant à l'ordre du jour. Ça serait un partage de compétences dans le capital (pour la faire simple...) où l'Etat resterait toujours majoritaire et maître des décisions et garant de l'objectif de base de la SS. Comment allumer un brasier sans feu ni bois?.....
Restons zen!"

"J'ai même connu des 'walk-in clinics' où je faisais mon propre diagnostic!"

La question est donc de savoir sur quelle base ce "partage de compétences" aurait lieu. Là encore, les riverains de Rue89 ont vu quelques systèmes étrangers. A.V. précise d'emblée qu'il a dû rentrer du Canada, où il était expatrié, pour faire face à une situation similaire:

"A l'époque (2000), l'OMS venait de publier une étude sur les systèmes de santé dans le monde. La France était classée 45e, sur environ 150 pays. Et je peux vous dire qu'il existait une différence ENORME entre le 1er et le 45e dans les meilleurs hôpitaux de Vancouver et de Montréal. Alors imaginez les hôpitaux de province. J'ai même connu des 'walk-in clinics' où je faisais mon propre diagnostic à la place du médecin!"

Pour finir, je voudrais rappeler que le PIB américain par habitant est supérieur de 50% à celui de la France, ce qui explique les meilleurs systèmes de santé du monde occidental: 45 millions de personnes y vivent sans avoir accès à des soins de qualité. Et celui que nous essayons de singer maladroitement me donne la nausée."

Puis barbara44 nous emmène en Suisse où, dit-elle, "les assureurs maladie font la loi depuis un certain temps déjà":

"Commençons par le compliment: il est vrai que la chaîne des urgences, la chirurgie, la biotechnologie sont de très haut niveau en Suisse."

1) Il y a une loi qui rend l'assurance-maladie 'de base' obligatoire, mais ce sont des caisses privées qui assurent (ce qui est plus cher) mais les parents paient aussi pour les enfants (la gauche voudrait faire changer cela). Cette assurance est mensuelle obligatoire et élevée. Tous les gens qui n'ont pas les moyens de les payer reçoivent une aide de l'Etat. Evidemment, il faut remplir des formulaires...

2) Le lobby des assureurs maladie suisses s'est baptisé "SantéSuisse", c'est un partenaire privilégié de l'Etat. C'est un choix de santé. Pour se faire une idée de ce qui se mijote, recherchez www.santesuisse.ch. Ou avoir un entretien avec les assureurs privés et parlementaires:

http://www.santesuisse.ch/fr/dyn_output.html?content.vcid=6&content.cdid...

3) Les hôpitaux, y compris universitaires, sont gérés comme des entreprises privées. Ce qui relève de l'enseignement supérieur élargirait bientôt au coût de l'enseignement supérieur, donc d'un autre budget que celui des assurances. L'Etat se dégage de plus en plus. La médecine à deux vitesses est la clé de voûte du système. A petit budget, via la Sécurité sociale, pour les assurés au bénéfice d'une complémentaire privée qui va très au-delà des mutuelles françaises.

Le pouvoir des assureurs santé est absolument hallucinant et marche main dans la main avec l'industrie du médicament, très opposé à la vente libre des médicaments même de base."

"Le rachat des cliniques privées par des fonds de pension étrangers"

Enfin, Antoine421, qui précise son statut de "Médecin-Radiologue", nous ramène à une autre réalité du système de sar

"Je fais partie des gros méchants nantis qui gagnent plein d'argent sur le dos de la Sécu. Mais je tiens tout de m
rachat des cliniques privées en France par des fonds de pension étrangers (exemple: la clinique des Cèdres à T
Conséquences:

- Les cotisations de santé des Français, par l'intermédiaire de la Sécu, servent donc à financer les retraites
- Si la clinique n'est pas assez rentable elle est fermée ou revendue à bas prix, au détriment de toute logi
- Les cliniques devant être rentables, elles ne traitent que des pathologies rentables, les autres (gérontolo
envoyées sur l'hôpital public, où là aussi une logique libérale est en train d'être appliquée, rendant la pris
impossible.

A l'avenir, avec la nouvelle politique de santé, il est probable que les assurances de santé feront partie de grand
filiarisation des patients dans telle ou telle clinique appartenant aux groupes. Un patient non assuré ou exclu pai
charge correcte largement diminuer."

Si après tout ça, vous n'êtes pas déprimés, Axior vous fera (peut-être) sourire:

"J'imagine bien l'assurance maladie privée, avec bonus/malus comme pour l'assurance auto. Un malus pour ces
fumeurs, ou les familles qui préfèrent aller faire du sport le dimanche au lieu de rester sagement regarder Druck
remboursement pour éviter de financer les soins de ceux qui font exprès d'être malades: les diabétiques par exe

► Pour aller plus loin:

Le rapport 2007 des comptes de la Sécurité sociale

La dernière note de conjoncture de février 2008

► Recommandé par les Chats:

Deux numéros de Là-bas si j'y suis, l'émission de Daniel Mermet:

Nous ne sommes pas coupables d'être malades, 26 octobre 2007

Nous ne sommes pas coupables d'être malades (2), 29 octobre 2007

► Et trois livres:

Il risque de pleuvoir d'Emmanuelle Heidsieck (Seuil)

Le mythe du trou de la sécu, de Julien Duval (éditions Raisons d'agir).

Les fossoyeurs de Christian Lehmann (éditions Privé).

ASSURANCE MALADIE PRIVATISATION SANTÉ SÉCURITÉ SOCIALE

4 Questions à... JEAN LÉONETTI

« La loi n'est pas faite pour les cas particuliers »

Jean Léonetti, député maire d'Antibes (UMP) et rapporteur de la loi de 2005 relative au droit des malades et à l'accompagnement en fin de vie, a été chargé par le Premier ministre d'évaluer ladite loi. Le suicide de Chantal Sébire, 52 ans, atteinte d'une maladie orpheline incurable, a relancé le débat sur l'euthanasie active.

DÉCISION SANTÉ : Quel bilan tirez-vous de la loi de 2005 ?

JEAN LÉONETTI : Les professionnels de santé considèrent qu'elle constitue une avancée législative. Dans la pratique, le rapport de Régis Aubry et celui de Marie de Henezel mettent l'accent sur le décalage entre la loi et l'usage, parce que la loi est mal connue et mal appliquée. De nombreux médecins réagissent encore devant la fin de vie de manière improvisée. Ils pensent parfois que leur attitude est illégale alors qu'elle est légale, et vice versa.



© S. TOUBON

D.S. : La mission que vous a confiée le Premier ministre a-t-elle avant tout une fonction de communication et de pédagogie autour de cette loi ?

J. L. : Le Premier ministre, interpellé par la situation médiatique d'un cas bouleversant et particulier, s'est posé la question de la solidité de la loi de 2005. Si elle l'est, est-elle mal ou bien appliquée ? Je dois faire cette double évaluation. L'application de cette loi est mauvaise. Serait-elle suffisante, si elle était bien appliquée ? C'est un autre débat.

D.S. : Pourquoi est-elle mal appliquée selon vous ?

J. L. : Je pense qu'elle est mal appliquée car nous avons appris une médecine qui était destinée à guérir, à sauver. Aujourd'hui, nous enseignons une discipline destinée à guérir bien évidemment, mais aussi à soulager, accompagner et consoler. L'apparition de

cette dimension de l'accompagnement est une démarche nouvelle. Les soins palliatifs sont aussi une démarche relationnelle entre le médecin et le patient, dans laquelle la hiérarchisation des rapports est estompée. La relation est plus horizontale. La loi permet au patient de se délivrer, par exemple, de la chimiothérapie, tout en requérant le soulagement de ses douleurs. C'est une révolution pour une grande partie du corps médical qui était décisionnaire et n'avait pas pris l'habitude de partager une décision avec son patient.

D.S. : Le cas de Chantal Sébire remet-il en cause, pour vous, l'interdiction de l'euthanasie active ?

J. L. : Ce cas est une double impasse. La première est médicale, puisque la malade refusait tout antalgique ou autre soin palliatif. Ce qui veut dire qu'elle rejetait toutes les solutions en vigueur. La deuxième impasse est législative : elle demande à un tribunal de la tuer, ce que la loi ne permet pas. Chantal Sébire n'a pas demandé à ce que l'on soulage ses douleurs, mais à ce qu'on la tue. La loi n'est pas faite pour les cas particuliers ; elle s'efforce à résoudre le maximum de cas sur le territoire. Ce qui me rappelle la phrase de Robert Badinter qui disait : « Ne faites pas des lois particulières pour des cas particuliers, parce que vous risqueriez d'être nuisibles à d'autres cas particuliers, qui ne relèveraient pas de cette loi spécifique. »

Propos recueillis par Jean-Bernard Gervais

Budget

Réduire le train de vie du ministère de la Santé ?

Comment diminuer les dépenses publiques qui représentent 54 % du PIB et participent à une dette qui a triplé de volume en trente ans ? La révision générale des politiques publiques (RGPP) s'impose à tous les ministères, y compris, bien sûr, celui de la Santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Parmi les premières mesures sont déjà programmés la fusion de la mission d'appui à l'investissement hospitalier avec la mission d'expertise et d'audit hospitalier, le regroupement des agences sanitaires en pôles cohérents correspondant à leurs grandes missions. La clarification du rôle et de la position des missions et des délégations pourrait aller jusqu'à une réinternalisation au sein des directions d'administration centrale. Mais la mise en place des Agences régionales de santé (ARS) mobilise l'essentiel des énergies (voir aussi p. 16). Car elles doivent regrouper les services déconcentrés actuels de l'État (soit la partie santé des DDASS et des DRASS), les Agences régionales de l'hospitalisation (ARH), les unions régionales des caisses d'Assurance-maladie (URCAM), les groupements régionaux de santé publique et une partie des services régionaux de l'Assurance-maladie. Quant au champ d'action, il est très large puisqu'il inclut aussi bien les soins hospitaliers et de ville que la prévention. Des antennes locales sont dès à présent envisagées.

LE CHIFFRE DU MOIS

4,6

MILLIARDS

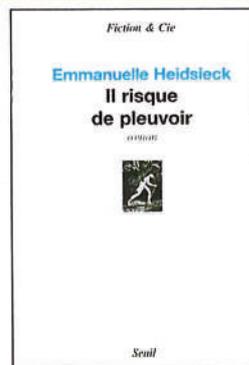
Ce serait le montant du déficit de l'Assurance-maladie en 2007, selon notre confrère *Les Échos*.

LE LIVRE DU MOIS

Gros temps pour la Sécu

L'éditeur écrit sur la couverture qu'il s'agit d'un roman. Le dernier livre d'Emmanuelle Heidsieck en a toutes les qualités. De plume. D'atmosphère aussi. L'espace est réduit à un enterrement auquel participe le héros, Antoine de Rougemont, un des bons spécialistes de l'assurance. En fait, c'est de la mort de la Sécurité sociale dont il s'agit. L'auteur nous entraîne dans le meurtre bien orchestré de la « vieille dame », perpétré par des financiers rapaces et avides. Elle décrit précisément une bourgeoisie d'affaires, élégante et « très parisienne ». Mais pour nous, gens de

la Santé, là n'est pas l'intérêt de ce livre, écrit par une spécialiste des questions sociales. La journaliste utilise la technique télé du « docu-fiction » pour dresser un implacable procès à charge contre



le monde des assurances. Des forces occultes contre la Sécurité sociale, l'équilibre de la société et les assurés sociaux en général. Au profit d'un petit nombre de privilégiés cyniques, dirigeants du Groupe Ganax, le leader de l'assurance. Sans grand effort, on croit reconnaître la firme. Car bien sûr, ce roman est à clé. Qui se cache derrière... l'ancien cadre de la Sécu passé dans le Privé ?

La thèse de l'auteur est la suivante : derrière l'activisme des compagnies d'assurance, c'est tout l'enjeu des données de santé qui est posé. Celui qui les tient sélectionnera les risques, gagnera beaucoup d'argent et donc brisera le rêve de l'égalité et de l'équité sociale des fondateurs de la Sécu. Chronique du mort annoncée ?

Pascal Maurel

Emmanuelle Heidsieck, *Il risque de pleuvoir*, Seuil, 125 pages, 15 €.

LE TEMPS DU LOISIR

 Livres

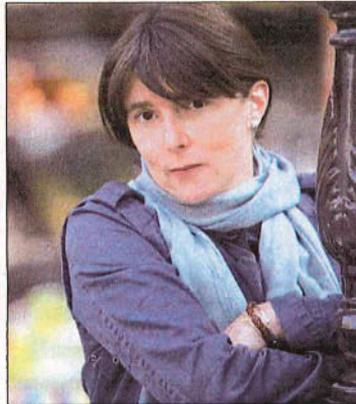
Emmanuelle Heidsieck et Laurent Bénégui Haro sur les assurances

En s'appuyant sur le genre romanesque mais sur des tons différents, ces deux auteurs dénoncent les manœuvres rampantes des sociétés d'assurances : dans « Il risque de pleuvoir », Emmanuelle Heidsieck flirte en toute tranquillité avec la satire sociale, tandis que dans « le Tournevis infiniment petit », Laurent Bénégui se place du côté de l'humour.

AVEC EMMANUELLE Heidsieck, il ne faut pas se fier aux titres. Dans « Notre aimable clientèle », elle brocardait le fonctionnement bureaucratique de l'ANPE et montrait les dérives du service public vers le service au « client ». Dans « **Il risque de pleuvoir** » (1) elle tire la sonnette d'alarme avec encore plus de vigueur... sous couvert d'un flegme on ne peut plus guindé. Le récit dure le temps d'un enterrement, un peu longuet bien sûr car, dans la néobourgeoisie des affaires parisiennes, on se doit de ne négliger aucune convention mondaine. On est là entre soi, entre gens de bonne compagnie, des compagnies d'assurances. Emmanuelle Heidsieck décrit avec un art d'entomologiste les manières d'être et d'apparaître de cette assemblée compassée – et qui masque des brutes prêtes à s'entretuer pour décrocher les postes à responsabilité et l'argent qui va avec.

Tout en effectuant les gestes imposés par la cérémonie, le narrateur divague. Lui qui est parvenu à un joli poste de dirigeant chez AVF sait que les vraies funérailles à l'ordre du jour sont celles de la Sécurité sociale ; et que le maître d'œuvre de l'opération de privatisation est le P-DG de Ganax, qui est aussi le mari de son ex-femme, le beau-père de ses deux enfants.

En observant, autour de lui, le gotha de la profession et connaissant la contribution de chacun au projet, il recompose la suite des manœuvres assassines qui, via le contrôle des « données de santé », permettent aux grands groupes d'imposer un système de



En filigrane, l'enterrement de la Sécu

santé individualisé à l'extrême et conduisent à terme à privatiser la Sécu.

Révolté, notre anti-héros ? Seulement fatigué ; au moment de l'*ite missa est*, il n'a toujours pas répondu à la question qui l'aura taraudé durant toute la cérémonie : doit-il ou non se rendre à la réception organisée par son rival heureux en amour et en affaires ?

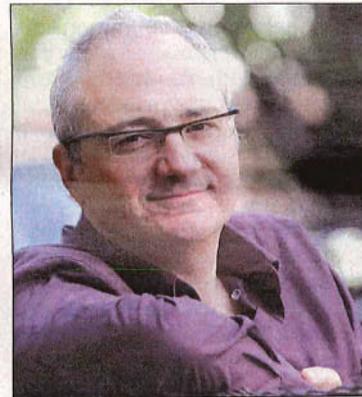
Le temps des nanorobots. Le héros du « **Tournevis infiniment petit** » (2) se révèle à l'inverse très expéditif, trop. Laurent Bénégui cherche beaucoup moins que sa consœur – qui fut pendant longtemps journaliste sociale – à faire passer une thèse. Dans son septième roman – qui reprend le ton du « Jour où j'ai voté pour Chirac » et un peu de la complexité du récit de « Je ne veux pas être là... » – il adopte délibérément le parti de la drôlerie et des péripéties à la chaîne.

Avec toujours ses obsessions pour la chose scientifique, puisque cette fois Laurent Bénégui est un chercheur en nanobiologie. Que l'idée de quitter ce bas-monde n'embête pas plus que cela, lorsqu'il apprend qu'il a un cancer. Simplement, avant de se supprimer, il tient à accomplir un baroud d'honneur en quittant sa femme avec qui il a plus d'affinités sexuelles que sentimentales, et en séduisant par la même occasion sa jolie collègue de travail, en disant leur quatre vérités à son adolescente de fille qui ne dialogue qu'avec son clavier d'ordinateur, et à son fils auquel il re-

proche son ultraconformisme, et en soustrayant des mains de son patron sa dernière et fondamentale découverte.

Laurent a été engagé – pour le compte de fonds d'investissements américains qui tablent sur la privatisation des assurances santé en train de se faire – afin d'inventer les nano-outils permettant de visser une puce électronique – qui sera destinée à dépister un cancer à ses débuts – sur une molécule de synthèse qui sera injectée comme n'importe quel vaccin. Ébloui par l'idée de mettre au point l'outil qui permet de dépister un cancer avant qu'il n'ait produit d'effets désastreux, et surtout par la perspective de crédits illimités, il a, au bout de sept années, relevé le pari. Et fini par comprendre que personne ne dépense autant d'argent pour sauver les gens du cancer.

D'où son acte, qui devait être ultime, d'avalier la fiole où les nanorobots barbotent dans de l'huile de paraffine et les millions de dollars investis qu'ils représentent.



Les malheurs d'un chercheur

Le problème est qu'après avoir consciencieusement démolé sa vie familiale et professionnelle, Laurent apprend qu'il n'est pas malade... S'ensuit une folle journée où le bienheureux malheureux va être plongé dans une succession de situations improbables...

> MARTINE FRENEUIL

(1) Editions du Seuil, 125 p., 15 euros.

(2) Editions Julliard, 299 p., 19 euros.

BIBLIOTHÈQUE

**Les manuscrits de
Julien Gracq à la RNF**

ACADÉMIE FRANÇAISE

La revanche du saltimbanque

Les académi- Clerc (« Ma préférence »). Il



1 130801 319229

Hebdomadaire
T.M. : 42 800

☎ : 01 41 29 96 60
L.M. : 220 000

Entreprise-Carières

MERCREDI 23 AVRIL 2008

IL RISQUE DE PLEUVOIR

Emmanuelle Heidsieck,
Seuil, 130 pages, 15 euros.

Un enterrement est une situation sociale comme une autre où il convient de savoir où s'asseoir, de ne pas se tromper sur l'opportunité de se joindre ou non à la réunion de la famille et des amis du défunt... C'est aussi un temps en suspens dans l'activité quotidienne. Un temps mis à profit par le narrateur pour réfléchir à son passé et à son parcours professionnel. Antoine Rougemont, assureur de son état, faute d'entendre parfaitement le sermon lors du service religieux, commence à repenser à ses amis, collègues et rivaux. Et, surtout, aux différentes stratégies mises en place par certains assureurs pour s'attaquer au monopole de la Sécurité sociale. Une satire sociale au scalpel.

EMMANUELLE HEIDSIECK

ÉCRIVAIN

«Il y a tiraillement entre intérêt général et sélection du risque»

À l'heure où la sécurité des données médicales fait débat, Emmanuelle Heidsieck interroge dans «Il risque de pleuvoir»⁽¹⁾, une fiction grinçante, le devenir de la Sécurité sociale et la question de sa privatisation.

SA CARRIÈRE

● Diplômée de Sciences-Po' Paris, maîtrise de droit et diplôme de Columbia University (New York).

● Depuis 1993 Journaliste spécialiste des questions sociales («la Tribune», «le Monde initiatives», «Viva»).

● Depuis 1995 Publication de «Territoire interdit», «Bonne Année», «Notre aimable clientèle» et «Il risque de pleuvoir».

L'assurance est-elle un sujet séduisant pour un lecteur ?

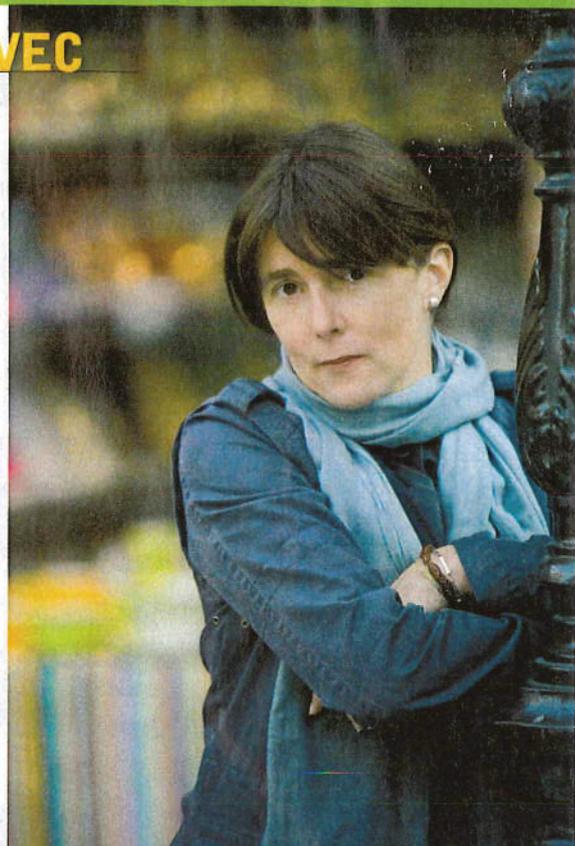
Quand on parle d'assurance santé, on croit qu'il s'agit d'un sujet purement économique, mais au-delà, c'est une question sociale qui interroge sur la manière dont on veut vivre ensemble. L'assurance, comme l'Assedic⁽²⁾, est à la fois un monde très familier des Français – tous savent ce que sont les primes, les bonus-malus, le sinistre – et très mal connu. L'écart est sidérant entre l'enjeu – on touche quand même à une question de vie et de mort quand on parle d'assurance santé – et la méconnaissance qu'en ont les assurés, le désintérêt devant ce qui leur paraît rébarbatif, technique. On sous-estime à quel point l'assurance santé est un sujet grave.

Pour vous qui connaissez bien les questions sociales, à quel niveau situez-vous l'assurance ?

Il me semble qu'il y a toujours ce tiraillement entre d'un côté le service de l'intérêt général, de protéger l'assuré, et de l'autre côté, la logique de profit, la financiarisation et le rejet de l'être humain par la sélection du risque. Ce paradoxe distingue cette profession des autres comme le BTP, la banque ou la grande distribution car, en matière d'assurance, il y a la question de la prise en charge des individus dans les difficultés de la vie (maladie, accident, dépendance...). Comme le dit mon personnage, Antoine Rougemont, «ce ne sont pas que des montages de traders». Antoine Rougemont, dans ses doutes et ses états d'âme face à l'évolution de son métier, reflète ce tiraillement.



«L'assurance est à la fois un monde familier et mal connu. L'écart entre l'enjeu et la méconnaissance des assurés est sidérant.»



PHOTOS JOHN FOLEY/OPALE

Le roman raconte l'évolution de la Sécurité sociale vers une privatisation dont profitent les assureurs.

Quelle est la part de votre personnage principal, Antoine Rougemont, dans ce déroulé ?

Antoine Rougemont est un cadre de la vieille école. Il est catholique, passe ses vacances à Méribel et ne se reconnaît pas dans ces nouveaux managers issus des milieux de la finance, des prestigieuses écoles et qui s'épanouissent dans les grandes manœuvres. Pour lui, une élite veut s'emparer du marché de la complémentaire santé et privatiser la Sécurité sociale. Pour plusieurs raisons, personnelles et éthiques, il n'approuve pas cet esprit de conquête. Il considère que la Sécurité sociale a rempli les services assignés par ses fondateurs, comme la lutte contre la pauvreté, l'augmentation de l'espérance de vie, la politique familiale. Et il est sceptique sur ce passage à une couverture privée.

Pourquoi avoir opté pour le mode ironique ?

J'avais envie de traiter ce sujet dans la position d'un cadre dirigeant qui évolue dans une époque violente. Une lame de fond, très lente, individualise petit à petit ce qui est collectif. Cela peut déstabiliser certains assureurs. C'est, en tout cas, ce qui se passe pour Antoine Rougemont. Mais, malgré tout ce qui lui arrive, il veut faire bonne figure. En fait, il est profondément tourmenté, il s'interroge : est-il avec cette élite qui veut s'emparer de la Sécurité sociale ou pas ?

Pourquoi avoir choisi le moment d'un enterrement ?

Cela ne renvoie pas seulement à la fin de la Sécurité sociale. C'est aussi une évocation de cet instant où sont groupés les acteurs de la protection terrestre contre les risques – les assureurs – dans le lieu de la protection céleste contre les risques, une église. Mais au moment de la mort, tous se retrouvent devant ce cercueil. Protégé ou non, on n'y échappe pas. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR MADELEINE VATEL

1. Seuil, Fiction & Cie, 2008. 2. Lieu central de l'action de son précédent roman, «Notre aimable clientèle» (Denoël, 2005).

Par Igor Martinache

Il n'est pas habituel de rendre compte de romans sur *Liens Socio*. Pourtant, si on accepte l'hypothèse selon laquelle les représentations exercent une influence parfois déterminante sur la marche de nos sociétés, il n'est pas absurde de se pencher parfois ici sur l'actualité littéraire. Ainsi, Jean-Luc Porquet, le jouissif chroniqueur du *Canard Enchaîné* ne s'y est-il pas trompé en dédiant récemment l'un de ses billets hebdomadaires au roman de sa consœur Emmanuelle Heidsieck [1 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb1>]. Celui-ci nous plonge en effet dans les eaux glacées du calcul assurantiel, d'où son titre : *Il risque de pleuvoir* faisant allusion à la fois à la mathématique probabiliste, dont le rôle est essentiel dans la "discipline", et à l'avis de tempête qui menace la Sécurité Sociale, l'ouragan se nommant "assurances privées".

Pour évoquer cette évolution préoccupante de notre système social, et plus particulièrement ici de sa branche santé, l'auteure choisit un procédé plutôt original. Le protagoniste de son histoire n'est en effet pas un "gentil" militant altermondialiste, mais un cadre « supérieur », haut placé dans la hiérarchie d'une compagnie d'assurances. Nous voilà ainsi logés dans le cerveau d'Antoine Rougemont -c'est son nom-, alors qu'il assiste aux funérailles de la soeur de son ex-épouse, Inès.

Alors que le rituel chrétien de la messe se déroule dans sa solennité propice à la rêverie, les pensées se succèdent dans l'esprit du narrateur qui, confronté une fois de plus à l'expérience de la mort, fait le point sur son existence. Premier constat : difficile d'y démêler relations personnelles et professionnelles. Ainsi, cette cérémonie constitue-t-elle une sorte de « retour aux sources » pour Antoine, qui y retrouve sa belle-famille, au sens propre comme au sens figuré. Son ancienne femme s'est en effet remariée avec le P-DG d'un groupe d'assurances concurrent, et c'est donc une bonne partie des cadres du secteur qui se presse dans l'église, à côté de la famille d'Inès. Une manière sans doute pour l'auteure de suggérer qu'au-delà de la concurrence « libre et non faussée » que prônent les libéraux les plus convaincus, la connivence est plutôt de rigueur dans la petite sphère des hauts dirigeants d'une même branche professionnelle. Après tout, les ennemis, syndicalistes ou, dans une bien moindre mesure, députés, sont communs...

Dans ses songes, Antoine retrace également la trajectoire de ses homologues, des carrières qui correspondent bien à une forme de

déviance, selon la définition d'Howard Becker [2 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb2>] : une déviance par rapport aux relations d'amitié telles qu'elles semblent normées dans nos sociétés contemporaines : définies par le désintéressement [3 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb3>], la franchise et la fidélité. Autant de « vertus » dont il semble falloir s'affranchir pour réussir dans la hiérarchie « managériale » [4 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb4>]. Derrière les apparences du « tous amis », il incombe ainsi de se montrer plus rusé que l'adversaire, tel Alexandre Cadassus, le nouveau mari d'Inès, qui réussit à écarter un jeune « loup » trop ambitieux en lui « offrant » une promotion en trompe-l'oeil...

Et au-delà de ce « panier de cadres » dont la description dressée par Emmanuelle Heidsieck possède tous les traits du « champ » tel que l'a défini Pierre Bourdieu [5 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb5>], ce sont quelques bribes d'un portrait de la grande bourgeoisie conforme aux (trop rares) travaux sociologiques sur le sujet [6 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb6>] que nous propose la romancière, avec sa culture particulièrement marquée de l'« entre-soi » faite de lieux de convivialité très fermés, comme les « grandes » écoles de commerce ou d'ingénieurs par lesquelles passent la plupart des enfants de ce milieu, ou le « Tir aux pigeons », luxueux club sportif installé dans le Bois-de-Boulogne, sa consommation ostentatoire et ses relations extrêmement codifiées dont les « formes » ne cessent jamais de fonctionner, y compris lorsqu'il s'agit d'enterrer un proche [7 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb7>]...

Mais le coeur du roman palpite ailleurs. Du côté de la protection sociale, dont le (récent) développement est indissociable de celui de la société salariale, comme l'a magistralement montré Robert Castel [8 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb8>], et que l'auteure nous retrace synthétiquement sous prétexte de présenter les recherches historiques d'un professeur du Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) [9 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb9>] et ami d'Antoine, du moins jusqu'à ce qu'il ne le trahisse lui aussi pour servir sa carrière. Cette Sécurité sociale est aujourd'hui menacée

dans toutes ses dimensions [10 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb10>], autrement dit les quatre grands « risques » contre lesquelles elle est censée prémunir : chômage, vieillesse, famille et maladie. C'est justement la mort imminente de cette dernière branche qu'attendent impatiemment les dirigeants de l'assurance française, leur perspective de juteux bénéfices supplémentaires. Derrière le sempiternel argument consistant à affirmer que toute économie supplémentaire leur permet de réduire le montant des primes, les assureurs fictifs animés par Emmanuelle Heidsieck exercent ainsi un intense lobbying auprès des pouvoirs publics afin de pouvoir croquer le « fruit défendu », en l'occurrence l'accès aux « données de santé » personnelles des assurés sociaux. Autrement dit la liste des pathologies dont est atteint chacun d'entre nous [11 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb11>], brisant de ce fait le sacro-saint secret médical, avec à la clé les possibilités de sélection que l'on devine entre les « bons » et les « mauvais » assurés, déchirant ainsi le « voile d'ignorance » essentiel au fonctionnement de la solidarité entre malades et bien portants. Bien entendu, les assureurs avancent à pas feutrés, ne demandant dans un premier temps qu'un accès à des données anonymisées informatiquement. Il s'agit en effet de préparer progressivement l'opinion, CNIL [12 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb12>] comprise. Car c'est bien avant tout une entreprise idéologique que cette privatisation rampante de la Sécurité sociale, dont une offensive avait déjà failli réussir sous le gouvernement Juppé en 1997, comme le rappelle l'auteure.

Un « combat » dans lequel l'article de la revue *Le Débat* où François Ewald et Denis Kessler [13 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb13>] divisent notamment la société entre « risquophobes » et « risquophiles », mais aussi plus indirectement l'ouvrage majeur d'Ulrich Beck [14 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb14>] ont constitué des munitions de choix. Elles n'ont en particulier sans doute pas été étrangères, comme le suggère l'auteure, à l'influence prise au MEDEF par la fédération des assurances. Au-delà de ses qualités littéraires [15 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb15>], le roman d'Emmanuelle Heidsieck vaut le détour par sa finesse socio-politique. Par un habile dosage entre réalité et fiction, la romancière éveille notre attention sur une véritable « contre-révolution » en matière de protection sociale, et qui se joue

actuellement en sourdine. Elle parvient du reste à donner corps à cette menace en dépeignant ses maîtres d'oeuvre - fictifs certes mais « sociologiquement vraisemblables »- et plus encore en les confrontant à l'expérience de la maladie ou de l'accident des autres, qu'ils ne savent plus qu'appréhender par les nombres, déformation professionnelle oblige [16 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb16>]. L'ouvrage aurait pu s'intituler « chronique d'une mort annoncée » - celle de la Sécurité sociale- si Gabriel Garcia Marquez n'était déjà passé par là. Et malheureusement, comme le confirme le récent ouvrage de Frédéric Pierru [17 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nb17>], toute ressemblance avec des personnages -et une évolution politique- existants y est loin d'être fortuite...

Notes :

[1 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh1>] Voir l'édition du 21 mai 2008 de l'hebdomadaire satyrique

[2 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh2>] Voir l'usage que celui-ci fait en effet de la notion de « carrière » à propos notamment des fumeurs de marijuana dans *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Métailié, 1985 [édition originale : 1963]

[3 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh3>] Sur la nature duquel il ne faudrait pas se leurrer pour autant, comme nous l'a bien enseigné Marcel Mauss dans son *Essai sur le don*, PUF, 2007 [1923], dont on peut consulter un compte-rendu ici <http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=3027>

[4 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh4>] Ce que confirme un autre ouvrage édifiant paru récemment d'Antoine Darima (un pseudonyme), *Guide pratique pour réussir sa carrière en entreprise. Avec tout le mépris et la cruauté que cette tâche requiert*, La Découverte, coll. « Zones », avril 2008, que l'on peut lire en ligne à partir du lien suivant <http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=62>

[5 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh5>] Cf « Quelques propriétés des champs » dans *Questions de sociologie*, Minuit, 1980, pp.113-120

[6 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh6>] Voir par exemple les ouvrages de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon comme *Voyage en grande bourgeoisie : Journal d'enquête*, PUF, 2005 ou *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, coll."Repères", 2000, ou encore *Ni vue ni connue. Approche ethnographique de la culture bourgeoise* de Beatrix Le Wita, éditions de la MSH, 1988

[7 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh7>] « On ne met pas de bijoux quand on est en deuil. Si le carton d'invitation porte la mention « tenue de soirée », les hommes portent un habit, éventuellement un smoking, avec une chemise blanc à col cassé » (p.87)

[8 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh8>] Lire *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995

[9 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh9>] Un personnage qui fait certainement allusion à François Ewald, philosophe au CNAM, ex-maoïste et ex-disciple de Michel Foucault qui sert de caution théorique aux assureurs dans leur « croisade » idéologique contre la Sécurité sociale

[10 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh10>] Voir du même Robert Castel, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Seuil, coll. « La République des idées », 2003 où l'auteur montre bien l'absurde découplage de la sécurité physique et de la protection sociale dans les représentations dominantes

[11 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh11>] Appelée aussi « dossier médical personnel »

[12 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh12>] La Commission Nationale Informatique et Liberté, censée garantir la protection des données personnelles des différents citoyens - voir sur cette question l'ouvrage dirigé par Laurent Mucchielli, *La frénésie sécuritaire*, Seuil, 2008, et notamment la contribution de Pierre Piazza. Un compte-rendu est disponible ici <http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=3765>

[13 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh13>] « Les noces du risque et de la politique », *Le Débat*, n° 109, avril 2000, symbole aussi des noces du patronat et d'une partie du monde académique...

[14 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh14>] *La société du risque*, Flammarion, coll. « Champs », 2003, [éd. originale : 1986]

[15 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh15>] Que l'auteur de ce compte-rendu s'avoue bien incapable de juger, et ne peut que témoigner du plaisir perturbant procuré cette lecture...

[16 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh16>] « Pour les accidents d'avion, il y a les conventions de Varsovie et de Montréal, une vie équivaut à cent seize mille euros, sans compter les dommages et intérêts » (p.94)

[17 <http://www.liens-socio.org/ecrire/articles.php3?id_article=3995#nh17>] *Hippocrate malade de ses réformes*, éditions du Croquant, 2007, voir un compte-rendu ici <http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=2314>

Les assurances hospitalisation des mutualités sont menacées

La Commission européenne demande à la Belgique de modifier la loi sur les assurances maladie complémentaires offertes par les mutualités. Cela pourrait se traduire par l'introduction de la sélectivité et des primes plus élevées. | Christine Scharff

Dans le collimateur de la Commission européenne : les assurances hospitalisation offertes par les mutuelles. «Mais aussi le remboursement des frais de transport urgent ou l'Hospitaire dont bénéficient tous nos affiliés francophones, qui couvre les frais d'hospitalisation en chambre commune et à deux lits», souligne Jean Hermesse, secrétaire national des Mutualités chrétiennes.

Pour les compagnies d'assurances, les mutualités marchent sur leurs plates-bandes sans être soumises aux mêmes règles. «Si elles le veulent, les mutuelles

peuvent sans problème offrir des assurances automobiles, mais aux mêmes conditions que les compagnies d'assurances», a déclaré Philippe Colle, administrateur délégué d'Assuralia. La justice belge n'ayant pas donné raison aux assureurs, ils se sont tournés vers la Commission européenne, qui les a suivis.

La Commission souligne que les mutualités ne sont pas assujetties aux mêmes règles en matière de solvabilité, de contrôle et de financement. «Cela pourrait se traduire par des degrés différents de protection des titulaires d'assurance et par des distorsions du marché», estime la Commission, qui voudrait que les première et troisième directives sur l'assurance non-vie s'appliquent aussi aux mutualités dans le cadre de cette assurance complémentaire.

L'enjeu est d'importance : sur les sept millions de Belges qui bénéficient d'une assurance intervenant dans les frais non remboursés par la sécurité sociale en cas de séjour à l'hôpital, deux à trois millions le sont via des formules offertes par les mutualités — qui proposent en général des couvertures plus limitées, mais moins chères.

Le gouvernement belge a tenté de défendre le système, qu'il juge capital pour la cohérence de notre système social, en expliquant à la Commission que les mutualités n'opéraient pas de sélection des risques, pas de différenciation dans les primes sinon en fonction de l'âge, et offraient une couverture plus limitée que les assureurs privés. Sans succès : la Commission veut que le gouvernement belge modifie sa législation.

La segmentation constituerait un fameux recul

Interrogée à la Chambre, Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, a évoqué trois pistes possibles. La première : ne rien faire. L'affaire devrait alors aller devant la Cour de Justice, qui pourrait suivre l'avis de la Commission européenne — un risque que la ministre ne veut pas prendre. Deuxième piste : adapter la législation, et permettre aux mutualités de continuer à offrir ces assurances, mais en respectant les directives non-vie — donc, en se faisant reconnaître comme entreprises d'assurances. Troisième possibilité : intégrer ces assurances complémentaires dans la couverture obligatoire.

Du côté des mutuelles, on penche plutôt pour une négociation. «Si demain nous étions soumis aux mêmes règles que les assureurs, nous serions obligés de faire de la segmentation, ce qui signifierait un fameux recul en matière d'accessibilité aux soins, affirme Jean Hermesse. Nous ne voulons pas voir démanteler notre spécificité, qui est d'offrir cette couverture à tous nos membres, en faisant jouer la solidarité. Mais on pourrait imaginer par exemple d'intégrer dans la législation sur les mutualités certaines contraintes imposées aux assureurs.» Le phénomène n'est pas propre à la Belgique, souligne Emmanuelle Heidsieck, journaliste française spécialisée dans l'assurance maladie et les questions sociales pour *La Tribune*, et auteur d'*Il risque de pleuvoir*, un roman qui décrypte les stratégies des assureurs pour privatiser le système de santé. «En France, à force de recours, les assureurs ont déplacé le débat et poussé les mutuelles à se banaliser, en regardant davantage vers le modèle des assureurs. Et ce n'est pas du tout sûr que cela serve les assurés.» ■

JEAN HERMESSE, SECRÉTAIRE NATIONAL DES MUTUALITÉS CHRÉTIENNES

«Si demain nous étions soumis aux mêmes règles que les assureurs, nous serions obligés de faire de la segmentation, ce qui signifierait un fameux recul en matière d'accessibilité aux soins.»

REPORTERS



Emmanuelle Heidsieck

Romancière et journaliste

Emmanuelle Heidsieck, qui travaille notamment pour *La Tribune*, est aussi auteur de fiction. Dans son dernier ouvrage, elle décrypte les stratégies des compagnies d'assurances pour mettre la main sur le système de santé. Un discours politiquement incorrect qui fait mouche. | Christine Scharff

Le temps d'un enterrement, au travers des doutes et des rêveries d'Antoine Rougemont, cadre dirigeant dans l'assurance, Emmanuelle Heidsieck dépeint, par petites touches et avec un humour parfois grinçant, un secteur désormais dirigé par de nouveaux managers issus des grandes écoles, qui ont tourné le dos aux bonnes manières et habillent de proverbes chinois leur recherche du profit à tout crin. Un monde où chaque mot compte, où le politiquement correct fait la loi, où le moindre faux pas risque de vous marginaliser. Un monde où l'on se réjouit du tsunami, bon pour les assurances, où l'on se fait de l'argent en spéculant sur les accidents de voitures, et où la santé a des allures d'énorme gâteau.

Car à travers son héros, Emmanuelle Heidsieck veut attirer l'attention sur la stratégie mise en place par les compagnies d'assurances pour conquérir le secteur de la santé, et le combat qu'elles mènent pour mettre la main sur les données de santé des assurés. Un combat qui se déroule en coulisses, et qui mériterait à tout le moins un débat public, juge cette spécialiste des questions sociales, sous peine de se retrouver demain avec un nouveau système individualisé à l'extrême. Un prolongement de son travail de journaliste, qui lui permet de s'appuyer sur une bonne connaissance du secteur et de ses mœurs, tout en touchant un autre public. Mais les rituels et les rapports de pouvoir qu'elle décrit de façon quasi ethnologique ne sont pas propres au secteur de l'assurance : ils témoignent d'une certaine évolution des entreprises en général.

«Il faut en permanence, dans la vie en entreprise, décider si on est un salaud ou si on prend des risques...»

Emmanuelle Heidsieck n'en est pas à son coup d'essai : dans son roman précédent, elle brocardait les changements survenus aux Assedic, où les employés ont dû passer du service au public au service au «client». Auparavant, ses deux recueils de nouvelles s'étaient, eux aussi, nourris de thématiques qu'elle avait couvertes dans le cadre de son activité journalistique. Rencontre avec cet auteur qui n'hésite pas à ramer à contre-courant, et à défendre des valeurs comme l'intérêt général, le service public, l'accès aux soins pour tous.

TRENDS-TENDANCES. C'est votre quatrième œuvre de fiction. Chaque fois, vous vous nourrissez d'une thématique issue de votre pratique journalistique pour construire vos personnages ?

EMMANUELLE HEIDSIECK. Oui ! Ce qui m'intéresse, c'est de placer un individu particulier face à la violence de son époque, pour voir comment il va s'en sortir. Mais il y a une évolution dans les personnages : d'abord, c'était un sans-papiers, puis un cadre qui perdait son emploi, donc des victimes du système. Dans mon roman précédent, j'ai voulu passer du «bon côté» du guichet, et décrire la vie des employés des Assedic. Dans mon dernier roman, je m'intéresse à un cadre dirigeant dans l'assurance. Mais finalement, ces deux personnages sont des victimes aussi. Il y a une violence, des questions morales qui sont posées en permanence dans la vie de l'entreprise, où il faut décider à chaque moment comment se positionner, si on est un salaud, si on sauve sa peau, ou si on se conduit correctement malgré le danger...

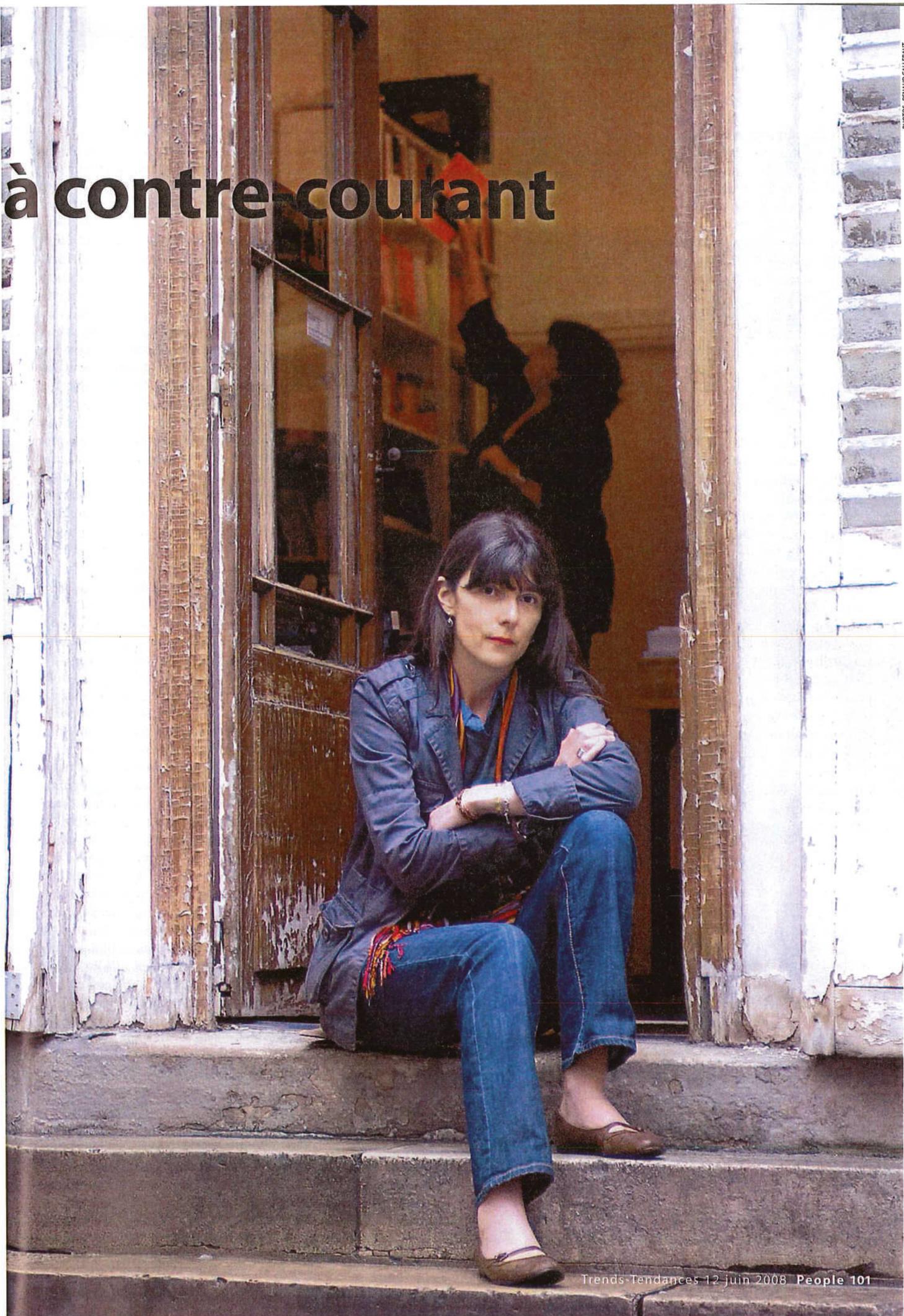
Qu'est-ce qui vous a amenée à choisir ces thèmes ?

Pour mon roman précédent, j'avais rencontré en tant que journaliste un salarié des Assedic qui, au cours de l'entretien, avait soupiré «et en plus, il va falloir les appeler clients!». Il était tellement indigné que j'ai voulu en savoir plus. J'ai découvert que la souffrance au travail entraînée par cette nouvelle culture d'entreprise, empruntée à la finance anglo-saxonne et plaquée sur un service public à la française, allait bien au-delà de tout ce que j'imaginai, avec une hausse très importante des arrêts maladie longue durée et une perte de sens et de repères. On introduit des notions de rentabilité et de productivité alors que la hausse ou la baisse du chômage dépend essentiellement de la croissance, pas des outils que les Assedic vont développer en interne ! Il y a aussi une terreur dans le quotidien : celle de ne pas y arriver, d'être ringardisé, de passer pour celui qui ne veut pas bouger... Le simple fait d'avoir de l'empathie pour le demandeur de l'emploi est considéré soudain comme le signe d'une fragilité... Etrangement, le personnage a touché les salariés de l'ANPE, qui ont créé l'Association des Amis de Robert Leblanc pour le faire sortir de l'hôpital psychiatrique où je l'avais mis. Cela m'a fait plaisir de voir que j'avais touché juste...

Et sans doute, d'avoir pu toucher un public plus large que celui de *La Tribune* ?

Un public différent, en tout cas, et que je touche différemment. ►

à contre-courant



Cette fois, vous vous attaquez au monde de l'assurance...

En l'occurrence, à un cadre dirigeant dans l'assurance, Antoine Rougemont, face à une évolution de son métier à laquelle il n'adhère pas. Il voit les compagnies d'assurances partir à l'offensive de la Sécurité sociale. Et lui, qui est aussi professeur à Dauphine, a des états d'âme face à ce projet, parce qu'il a vu que la Sécurité sociale avait rempli sa mission sur les plans politique, économique, et social. Bien qu'il fasse partie du même monde, il déteste aussi le style de ces nouveaux managers, sans scrupules, avides de profits, sans limites...

Comme l'assurance est devenue un créneau porteur, avec une croissance à deux chiffres, ces surdiplômés des grandes écoles, avec leurs têtes bien faites, débarquent. Lui, qui est d'une bourgeoisie plus traditionnelle et n'appartient pas à la génération des *stock-options*, n'adhère pas à cette maximisation des profits au détriment du plus grand nombre. Et il doute, tout au long du récit, il se demande s'il va ou non se rendre au cocktail qui suit l'enterrement auquel il assiste, parce qu'il fait tout de même partie de cette classe dominante, et que s'il n'est plus avec eux, il est perdu. Dans ce monde, on est pour ou on est contre, il n'y a pas de demi-mesure. S'il se met sur le bord, il se ringardise. S'il participe, il se laisse aller à un réflexe de classe. Et dans tous ses doutes, il y a cette machination des assureurs privés, ses collègues, l'élite dirigeante du secteur, pour conquérir le marché de la santé.

Emmanuelle Heidsieck

- > Née en 1963 à Paris.
- > Maîtrise de droit à Paris II.
- > Diplôme de la Columbia University (New York).
- > Journaliste spécialisée dans les questions sociales, elle a notamment travaillé pour *Actualités sociales hebdomadaires*, le mensuel *Viva* et *Le Monde Initiatives*.
- > Elle est aujourd'hui freelance pour le quotidien économique *La Tribune* et le site *miroirsocial.com*.
- > Après deux recueils de nouvelles, *Territoire interdit* (Syros, 1995) et *Bonne Année* (éditions Du Toit, 1999), et un premier roman, *Notre aimable clientèle* (Denoël, 2005), elle vient de publier *Il risque de pleuvoir au Seuil*.

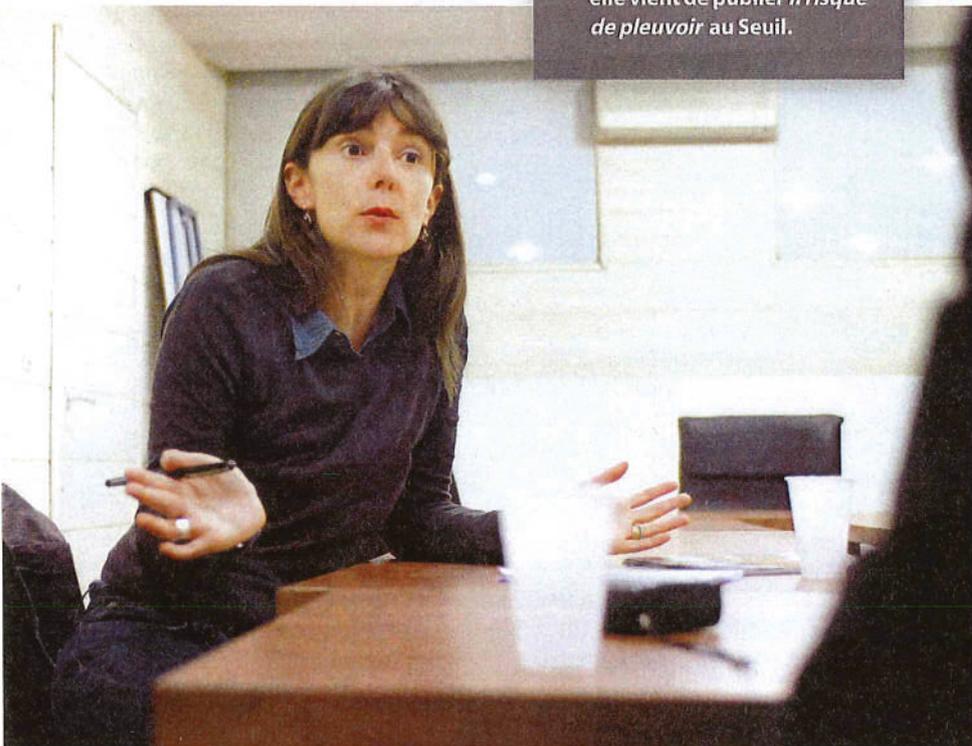
Est-ce pour vous une évolution vraiment préoccupante ?

Oui ! Mais Antoine Rougemont n'est pas un prétexte pour parler des assurances privées. Cela m'intéresse de dépeindre un destin particulier face aux évolutions de la société. Cela dit, il est vrai que je travaille depuis plus de dix ans en tant que journaliste sur ces questions. Qu'observe-t-on ? En France, la Sécurité sociale est complétée par des organismes complémentaires : les mutuelles, les assureurs privés et les institutions de prévoyance. La part de ces organismes complémentaires a énormément progressé depuis 2002. La Sécurité sociale représente encore 75% des remboursements totaux, mais avec de gros reculs en médecine de ville, par exemple. Et au sein des organismes complémentaires, il y a un recul des mutuelles, à but non lucratif, et des institutions de prévoyance, qui sont des organismes paritaires, au profit des compagnies privées, aidées par les derniers gouvernements, qui ont notamment procédé à une série de remboursements et à une hausse du forfait hospitalier. Le président de la République a en outre annoncé un grand débat, qui devrait se tenir cet automne, sur le financement de la Sécurité sociale, avec l'optique de revoir ce qui relève de la Sécurité sociale et ce qui relève des assurances privées.

Or, comme la part des organismes complémentaires dans les remboursements a progressé, et que les tarifs augmentent tellement que s'ils continuent, beaucoup de gens ne pourront plus s'assurer, ces organismes complémentaires trouvent légitime de demander et d'obtenir les mêmes outils que la Sécurité sociale, disant que cela leur permettra de mieux gérer. En 2003, un rapport a été commandé sur le sujet, et des expérimentations ont lieu actuellement, pour déterminer si un assureur peut accéder aux données de santé pour mieux gérer son risque, et déterminer ces données tout en respectant l'anonymat. A partir de là, tout est possible : la Sécurité sociale a ces données de santé, mais c'est un service public, qui n'utilise pas ces données à des fins de profits. Confier à des entreprises privées, qui sont sous la pression des actionnaires et dans une logique de rentabilité, des données de santé, même anonymes, va conduire à une gestion du risque, et donc à une limitation des remboursements. C'est un peu la boîte de Pandore. Les Etats-Unis, où les assureurs privés gèrent la santé, le montrent bien... Et le pire, c'est que comme cette question d'accès aux données de santé est assez complexe, elle se négocie discrètement. Au moins, qu'on en débattenne !

Face à l'allongement de l'espérance de vie, la sophistication des soins médicaux, ne va-t-il pas falloir nécessairement faire des arbitrages ?

Les dépenses de santé devraient passer de 11% du PIB aujourd'hui à 16% en 2030 ou 2040. Ensuite, c'est un choix de société :



ou on dit chacun se débrouille, avec un creusement des inégalités et un tiers de la population qui n'aura pas d'assurance, ou on décide de faire profiter chacun des progrès de la médecine, par exemple en augmentant la contribution sociale généralisée, qui ne pèse pas sur les salaires et la compétitivité des entreprises. Au final, on devra déboursier la même somme, que ce soit en impôts ou en assurances privées. L'histoire ayant montré que la Sécurité sociale produisait une très bonne médecine, autant les dépenser en impôts ! Mais ce n'est pas politiquement correct, aujourd'hui, de tenir ce discours-là.

Pour nourrir votre personnage, avez-vous rencontré beaucoup de cadres désabusés ?

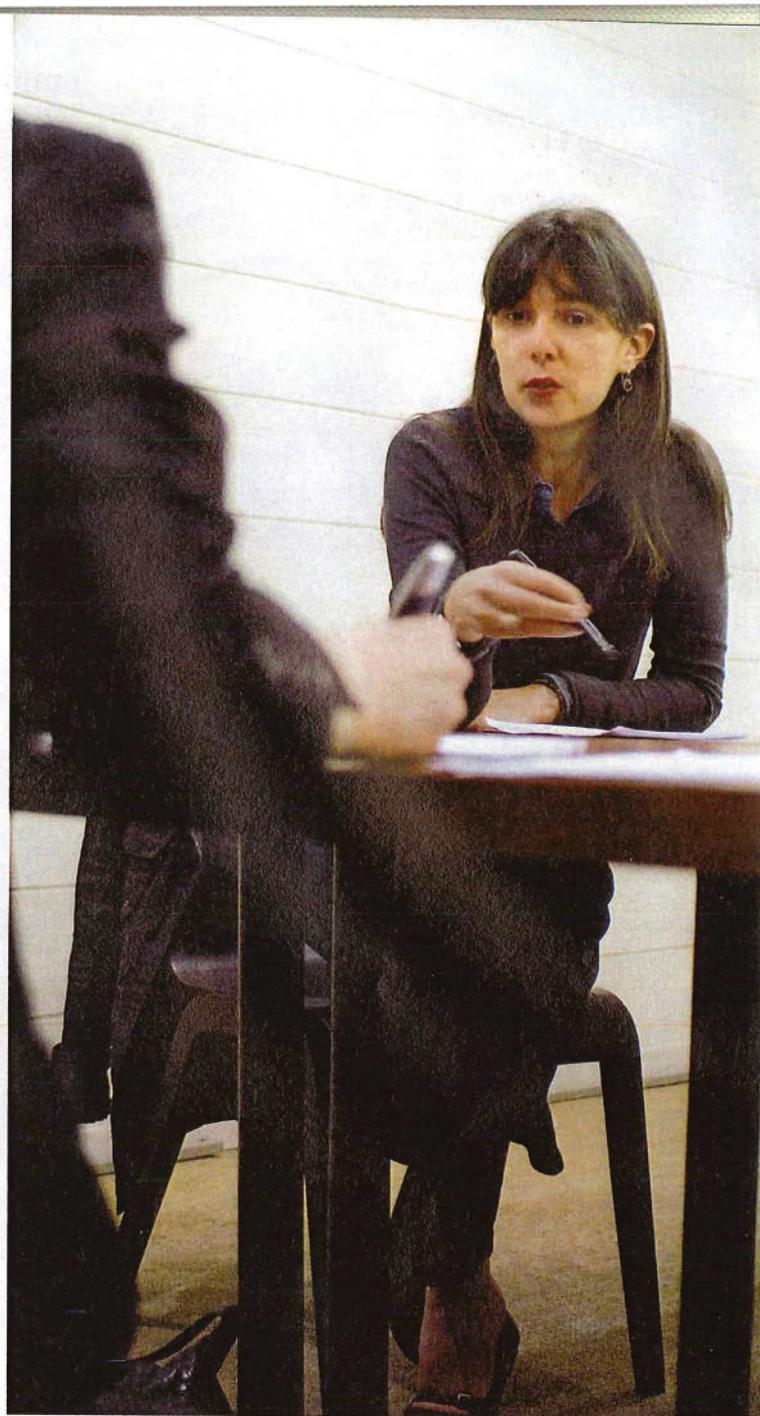
J'ai rencontré des cadres aussi bien dans l'assurance que dans d'autres secteurs : la finance, la banque, et j'ai assisté à des conférences sur les données de santé, faites par des assureurs pour des assureurs. J'ai vu qu'effectivement, tout le monde n'était pas convaincu, que certains se posaient des questions face à un secteur privé qui, dans sa logique de développement, tout à fait légitime dans une économie de marché, considérait comme normal de s'emparer d'un pan de la Sécurité sociale.

«C'est comme si on vivait le film *Good Bye Lenin!* au ralenti, avec le démantèlement de toutes les valeurs auxquelles on a adhéré depuis 60 ans.»

Ce monde des cadres dirigeants est beaucoup plus feutré que celui des services publics. Les personnes que j'ai rencontrées étaient davantage dans le non-dit, la rétention, se lâchaient difficilement, cherchant à faire bonne figure. Mais dans les entretiens que j'ai pu avoir, il y avait des ambiances, des intuitions, des petites remarques en fin de phrase qui montraient que la vie était dure. Pour certains, l'environnement est d'une violence extrême et pose des questions éthiques. Certains ont eu une vraie liberté de parole, comme cet assureur qui parlait à la retraite et m'a expliqué qu'au début de sa carrière, il se voyait comme étant au service de l'intérêt général, ce qui n'était plus le cas ces 10 dernières années. D'autres étaient davantage dans la retenue. Ce qui ne les a pas empêchés, discrètement, de pointer certains malaises.

Une thématique qui va bien au-delà de la question de l'accès aux données de santé : dans votre roman, vous décrivez une logique du profit poussée à l'extrême, qui implique une grande violence dans les rapports sociaux...

C'est une apologie de la brutalité : celui qui gagne est celui qui n'a aucun scrupule, et qui a mieux compris que les autres les enjeux de pouvoir et de manipulation. En parallèle à cette guerre menée pour conquérir la Sécurité sociale, ces gens se combattent entre eux, parce que non seulement le privé a le vent en poupe, mais aussi l'individualisme. Et donc entre eux, ils sont aussi des tueurs. Cela se joue dans pas mal



de secteurs. Il y a pas mal d'Antoine Rougemont qui sont conscients du caractère vain de cette fuite en avant, de cette quête de profits implacable, mais qui sont totalement impuissants, parce qu'il n'y a pas de demi-mesure possible. Comme si, en France, on vivait le film *Good Bye Lenin!* mais au ralenti, avec le démantèlement de tout ce qui est collectif, la diabolisation de toutes les valeurs auxquelles on a adhéré depuis 60 ans :

l'individu, la concurrence, le profit remplacent l'intérêt général, le service public, l'accès aux soins pour tous. Une mutation qui entraîne énormément de souffrances.

Sur quoi portera votre prochain roman ?

Sur la France d'après, évoquée par le président de la République. Avec la question : c'était comment, avant ? Parce qu'on aura oublié... ■



EMMANUELLE HEIDSIECK, *IL RISQUE DE PLEUVOIR*, EDITIONS DU SEUIL, 125 PAGES, 15 EUROS.

« neutres » avaient une résonance particulière, programmée dans le cadre du vaste processus de dialogue engagé quinze ans plus tôt à Helsinki et convoquée d'octobre à décembre 1989 à Londres, le lecteur s'interroge : vrai roman, ou véritable histoire ? S'il fallait une plume d'historien familier des usages diplomatiques pour "donner du corps" à un sujet d'apparence austère, il en fallait une de romancier pour insuffler vie et esprit aux acteurs de ce qui leur apparaît d'abord comme un exercice sans portée, mais qui va se muer en un miroir grossissant d'une actualité devenue « folle » : chute du Mur de Berlin, implosion des démocraties populaires, marche irrésistible vers la réunification allemande, l'URSS laissant entrevoir la future Russie et la Yougoslavie son explosion ! Le chef de la délégation française, Tromelin, en tient la chronique personnelle, qui « tel un sismographe, permet de suivre jour après jour le tracé du tremblement de terre qui ébranla alors la planète. La publication de son journal contribuera, on l'espère, à préserver le souvenir de ce tournant de l'Histoire ». Un sismographe sensible aussi à chacun et chacune de ses collègues, dont le lecteur attentif voudrait découvrir l'identité sous le masque de la caricature ! Au total, dans un style incisif, alliant humour et humeur, maniant l'ironie et la tendresse pour décrire cette faune si particulière, connue sous le vocable de « diplomates », famille dont il fit partie, l'auteur nous livre une page, celle de la dernière conférence Est-Ouest, une histoire que nous n'avons pas fini de décrypter ni d'en mesurer toutes les conséquences !

A. S.-G.

Globalisation, le pire est à venir

Patrick Artus (EF 75) et Marie-Paule Virard (EF 75)

La Découverte
168 p., 12,50 €

Ils se sont mis à deux pour dresser ce tableau bien sombre de l'état du monde en 2008 : un professeur à l'École polytechnique, Patrick Artus, et une journaliste aux *Échos*, Marie-Paule Virard. D'emblée, ils annoncent le diagnostic : « Impossible de cacher plus longtemps la misère. La réalité apparaît dans toute sa nudité : la globalisation fait bel et bien des gagnants et des perdants. » Grâce à des tableaux et à un excellent glossaire qui explique le jargon souvent abscons des économistes (outsourcing, hedge fund, titrisation), le livre démontre que le partage des revenus à l'échelon mondial est un leurre : « L'ouverture des échanges de biens et de capital entre pays dits "avancés" et pays émergents implique un choc massif... La population de 20 à 60 ans (en âge de travailler) aux États-Unis, dans l'Union européenne à Quinze et au Japon est de 450 millions de personnes, mais, dans l'ensemble du monde émergent, elle atteint près de 2,3 milliards de personnes ! L'effet de cette énorme offre de travail est simple : baisse des salaires. » L'Union européenne n'échappe pas à ce diagnostic : « Elle ne progresse pas vers une zone économique et monétaire unifiée, mais vers une agglomération de régions sans solidarité où les riches ne veulent plus payer pour les pauvres. »

Marie-Françoise Golinsky (RI 62)

Le nouveau XXI^e siècle Du siècle "américain" au retour des nations

Jacques Sapir (PES 76)

Seuil
264 p., 19 €

Spécialiste de la Russie, Jacques Sapir prend le contre-pied de la croyance répandue selon laquelle les États-Unis sont appelés à dominer la planète. « Le monde qui semblait devoir naître en 1991 après la dissolution de l'URSS est mort. » Selon lui, le triomphe de la puissance américaine a échoué, l'enlisement dans la guerre en Irak étant le dernier acte de ce déclin. Certes, les atouts des États-Unis restent impressionnants, mais « leurs capacités militaires sont affaiblies, leurs possibilités de construire de larges alliances sont réduites, leur prééminence intellectuelle, institutionnelle et culturelle est battue en brèche ». En une formule saisissante, il dit : « On n'impose pas des notions comme démocratie, liberté ou droits de l'individu avec du napalm. » En outre, la stratégie hégémonique américaine après 1991 était d'affaiblir la Russie : elle n'a pas réussi, ce qui explique la popularité de Vladimir Poutine qui a « incontestablement beaucoup aidé son pays à retrouver une réelle stabilité économique, sociale et politique, et, de ce fait, sa place et sa dignité ». Pour l'auteur, « la révolution industrielle sino-indienne décrirait mieux la situation actuelle que le terme de mondialisation ». C'est le retour des nations auquel on assiste accompagné d'une « désoccidentalisation du monde », à cause de la maladresse américaine au début du XXI^e siècle.

M.-F. G.

Il risque de pleuvoir

Emmanuelle Heidsieck (PES 87)

Le Seuil
125 p., 15 €

C'est un roman "social" irrésistible et amer. Le décor ? Une messe d'enterrement à Sainte Clotilde. Le mode opératoire ? Rythmé par le tempo assis-debout-assis, le monologue humoristique et désenchanté d'Antoine Rougemont, membre éminent du monde des assurances, qui mêle des considérations mondaines et sociales hilarantes sur l'assistance composée de membres de son ex-belle-famille, de camarades de Franklin, du tir au pigeon, ou de la haute finance à des réminiscences professionnelles sérieuses et précises sur le complot qui se trame dans le monde clos et feutré de l'assurance pour démanteler la Sécurité sociale. Emmanuelle Heidsieck, journaliste spécialisée dans les questions sociales, montre dans ce second roman qu'elle possède un sens aigu de l'observation et de la dérision, servi par une écriture et une composition originales.

Après Bush

Pourquoi l'Amérique ne changera pas

Yannick Mireur (SP 94)

Préface d'Hubert Védrine (SP 68)

Choiseul
232 p., 19 €

Chacun s'attend à un profond changement de cap après huit années de présidence Bush, surtout en Europe où une écrasante majorité de l'opinion est favorable au candidat démocrate. Yannick Mireur prend le contre-pied du sentiment dominant sur l'Amérique en annonçant qu'elle ne

Un bijou de la Nation

« **A** DÉVELOPPEMENT économique de qualité, statut social à la hauteur des besoins des hommes ».

Marcel Paul et Ambroise Croizat, respectivement ministres de la Production industrielle et du Travail à la Libération, en 1945, annonçaient ainsi la création de la Sécurité sociale. La Sécu? Qui aujourd'hui pourrait s'en passer? Qui pourrait imaginer sa disparition? Qui se souvient de sa création? Ce formidable progrès social n'est pas le fruit du hasard. Encore moins, celui de la volonté patronale.

Il aura fallu la fin de la Seconde Guerre mondiale, la victoire sur le nazisme et le programme du Conseil national de la Résistance (CNR) pour que se déclinent une série de conquêtes sociales. La Sécurité sociale n'est pas la première. Mais c'est la plus civilisatrice. 40 h de travail au lieu de 48 h, donner droit à des congés payés, c'était soulager la peine des hommes. Les assurer de la naissance à la mort contre la maladie, contre la vieillesse, contre l'accident du travail, contre le chômage, c'était amorcer une société solidaire. Un ordre social nouveau.

À LA LIBÉRATION, le pays était exsangue. Il est aujourd'hui plus riche en hommes, en techniques, en argent. Les gouvernants de la Libération n'ont pas « parié » sur l'audace, ils ont intelligemment pris le parti d'accorder aux acteurs de la reconstruction du pays autant de soin qu'au redressement lui-même. Ce pari est-il dépassé? Imaginons une Sécu au rabais? Pire. Et si la Sécurité sociale était menacée dans ses fondements?

Le régime général de Sécurité sociale a été complété pour les salariés du privé par des régimes conventionnels: la retraite complémentaire avec l'Agirc en 1947, l'Arcco en 1957, l'assurance chômage avec l'Unedic en 1958, des régimes de prévoyance, de retraite supplémentaire. L'objectif d'universalité a globalement été atteint pour les allocations familiales en 1978, la santé avec la CMU en 1990.

LA DÉMARCHE FONDATRICE de la Sécurité sociale doit, en 2008, s'adapter aux évolutions, à la modernisation. Mais ce « bijou » social original et efficace que le monde entier nous envie doit être préservé et développé parce que non seulement il constitue une garantie pour tous les Français face aux difficultés de la vie et de la santé, mais participe aussi au développement économique du pays.

Le système de Sécurité sociale a été conçu dans un rapport étroit au travail. Or, le travail s'est transformé en fonction des choix économiques, d'une organisation mondiale des échanges, des progrès des sciences, des techniques, des nouvelles formes d'organisation et de management dans les entreprises. Le travail subit des entraves dues à son exploitation à des fins de rentabilités financières toujours plus immédiates et de profit. La recherche, les sciences et techniques ont permis des avancées pour la médecine. Mais l'exploitation du travail a aussi produit du chômage, des travailleurs pauvres, l'exposition à des risques professionnels nouveaux. Contre vents et marées, l'héritage de la Sécurité sociale doit être défendu. Comme en 1945, il s'agit d'une priorité nationale. ■

JOSÉ FORT

Il risque de pleuvoir



Le deuxième roman d'Emmanuelle Heidsieck est certes une fiction. Mais une fiction prémonitoire en quelque sorte. Qui nous ramène à la réalité. Le livre nous emmène à l'enterrement de la Sécurité sociale. Rien que ça, mais tout ça! L'auteure nous raconte l'histoire d'une revanche, celle des compagnies d'assurances privées et nationalisées en 1945 en application du programme du Conseil national de la Résistance. Une nationalisation qui conduisit à la création

de la Sécurité sociale et les priva du coup d'une large part de leur chiffre d'affaires. À l'heure des privatisations de 1986-1988, certains rêvent d'un retour en arrière. Avant les ordonnances de 1945. Au temps béni des profits. Tous ces assureurs attendent la mort de la Sécu pour se partager l'énorme gâteau. *Il risque de pleuvoir* raconte le désarroi d'un dirigeant d'assurance devant la casse annoncée de la prévention santé. Un roman grinçant sur l'avenir radieux du monde contemporain. Bien écrit, passionnant d'un bout à l'autre. À lire, presque toutes affaires cessantes. M. Sc.

Il risque de pleuvoir, Emmanuelle Heidsieck, Seuil 15 €.

Boniface de Castellane type et archétype

Si vous passez un jour par Rouziers-de-Touraine, vous pourrez vous rendre compte de la vanité extrême de toute célébrité et de toute fortune.

Cette petite commune abrite la dernière demeure qui menace ruine de Boniface de Castellane, dit *Boni*, l'archétype de l'aristocrate de la Belle Époque, modèle de Proust pour Robert de Saint-Loup.

La biographie fouillée que lui consacre Éric Mension-Rigau (1) fait le tour du personnage, de sa vie sous tous les angles. Bel ouvrage, documenté, sérieux, pointilleux et juste.

Né dans l'une des plus grandes et anciennes familles de la noblesse française, Boni possédait tout ce qui faisait un gentilhomme accompli : le charme, la culture la plus étendue, l'élégance la plus recherchée, la conversation, le sens du service, le patriotisme le plus pur. Descendant de Talleyrand, socialement idéalement placé, il joua pendant des décennies le rôle de *facilitateur* de contact au service de son pays. Plusieurs fois élu député de l'antique fief, il y représentait cette frange de l'opinion demeurée catholique, royaliste et profondément conservatrice. De droite extrême, Boni fut violemment anti-dreyfusard et très porté sur la violence comme moyen politique avec des duels que l'on ne compte plus et bien souvent des mentions peu amènes dans la presse.

La grande affaire de Boni fut son mariage catastrophique à Anna Gould, fille d'un magnat des chemins de fer aux États-Unis, dont l'origine de la fortune prête, disons... à discussion. Boni inaugurerait là une pratique dans l'aristocratie

française qui ne fut, sauf rare cas, pas trop heureuse, le pire ayant été atteint dans les années 60 par le feu duc de Doudeauville.

Plongée dans un milieu dont elle ne savait rien des usages, trop peu intelligente pour s'adapter, trop rigide pour admettre le style de vie de son mari, Anna Gould, décédée seulement en 1961, fournit pourtant à son mari les moyens financiers nécessaires pour mener le train de vie qu'il voulait sien. Jusqu'à la caricature, l'ostentation et le vilain snobisme. Là se trouvait la limite du personnage. Du *bling-bling* avant l'heure. La construction avenue Foch du Palais Rose, pastiche sublime et brillant du meilleur XVII^e siècle devait rester le symbole d'une vie passée à dépenser sans jamais compter la solide fortune d'une femme qui finit par s'en lasser, comme de beaucoup d'autres choses...

Vinrent le divorce et la ruine. Boniface de Castellane passa avec le même bonheur, sinon le même plaisir, de l'opulence à la gêne. Le personnage ne s'en modifia pas pour autant et c'est là le côté attachant de cet homme qui ne fut jamais le nouveau Talleyrand qu'il rêvait d'être mais rendit pourtant de signalés services à son pays. À sa mort en 1932, le Tout-Paris se pressa aux obsèques d'un des siens qu'elle avait admiré, blâmé, vilipendé mais jamais cessé d'apprécier à sa valeur.

Pascal BEAUCHER

❏ Éric Mension-Rigau - « *Boni de Castellane* », Perrin, prix franco : 24 €.

Il risque de pleuvoir

Un petit livre, apparemment sans prétention, en dit parfois beaucoup plus sur l'état de notre société que de longues thèses de plusieurs tomes. Ainsi en est-il du roman d'Emmanuelle Heidsieck (1).

L'auteur, ancienne journaliste au *Monde initiative*, y décrit le plan minutieux échafaudé de longue date par les sociétés d'assurance privées pour accaparer l'argent de la Sécurité sociale et des assurés. Lors de la cérémonie religieuse d'un enterrement qui réunit tout le gratin de l'assurance privée, Antoine Rougemont passe en revue sa propre histoire. Cadre dirigeant dans l'une de ces compagnies, il connaît tous les agissements du milieu et de ses acteurs, l'histoire et l'évolution de la Sécurité sociale, son devenir possible si la mafia de l'assurance privée parvient à ses fins.

D'une forme classique qui respecte l'unité de temps, de lieu et d'action, rédigé dans un style net et sans bavure qui au début peut dérouter, une écriture sans fioriture qui va à l'essentiel, Emmanuelle Heidsieck embarque le lecteur dans son roman dont on peut regretter la brièveté. Une fois, le livre refermé, on en attend une suite, tant ses personnages sont attachants ; tant on souhaite, aussi, que le protagoniste se transforme en Zorro ou en Robin des Bois des temps modernes.

Mais à la réflexion, on se dit que l'essentiel y est : elle est parvenue à distiller le doute, dans l'esprit de l'assuré qui sommeille dans le lecteur, à éveiller sa conscience. À tel point qu'on ne peut plus envisager sa cotisation à sa mutuelle santé de la même manière. Seul l'appât du gain guide la stratégie de ces entre-

prises et leurs cadres. Les assurés ne les intéressent que lorsqu'ils sont en bonne santé et leur permettent, via leurs cotisations, d'engranger de juteux bénéfices. Un assuré malade les intéresse déjà moins. Le rôle néfaste joué par certains intellectuels - François Ewald (2) en tête - y est non pas dénoncé, ce n'est pas le propos d'Emmanuelle Heidsieck, mais mis en évidence.

En juin dernier, la proposition faite par le directeur de l'Assurance maladie de ne plus rembourser qu'à 35 % les médicaments des malades atteints d'affections de longue durée (cancers, notamment) a donné une illustration inattendue à *Il risque de pleuvoir*. La proposition - aujourd'hui heureusement non retenue - prévoyait en effet que ces médicaments continueraient à être remboursés en totalité par... les mutuelles (notamment privées). Lorsque la fiction rencontre la réalité !

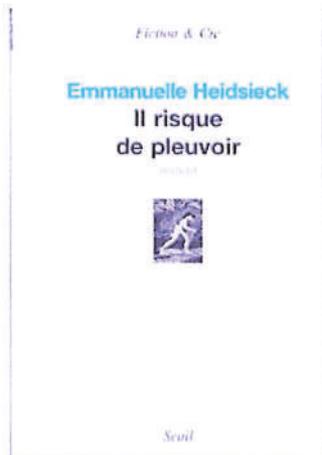
Nicolas PALUMBO

❏ (1) Emmanuelle Heidsieck - « *Il risque de pleuvoir* », Le Seuil, prix franco : 15 €.

(2) Ancien militant maoïste et secrétaire de Michel Foucault dans les années 1970, François Ewald est aujourd'hui le théoricien de la Fédération française des sociétés d'assurance (patronat). Il a co-signé avec Denis Kessler, numéro 2 du Medef de la période Seillière, un article intitulé « *Les noces du risque et de la politique* » (in *Le Débat* n° 109, 2000) dans lequel il expose sa théorie. Mais François Ewald n'est pas que théoricien, il tente de mettre ses idées en pratiques : il préside, en effet, au secrétariat d'État à la Prospective, un groupe de travail sur la manière dont sera pris en charge le risque maladie en 2025. Les assurés ont du souci à se faire.

Jeudi 17 février 2011

Un roman sur la privatisation de la sécurité sociale, mars 2008



Ce roman publié en 2008 met en scène les manoeuvres des assurances privées pour s'emparer de la Sécurité Sociale, les mentalités des hauts cadres de ces assurances privées adhèrent au système qui les nourrit grassement, la mise au placard des cadres "ancien style" non organiquement acquis à cette privatisation...

C'est à l'ordre du jour....

Une vidéo que j'ai trouvée sur le net donnant un commentaire d'Emmanuelle Heidsieck peut être vue en cliquant [ici](#) ou [ici](#)
Mes excuses pour les publicités qui vont avec.

Un autre roman est annoncé en mars 2011, je n'en connais pas la teneur, mais nous l'attendons impatiemment
Vacances d'été [Emmanuelle Heidsieck](#)

Par Pierre Assante Publié dans : [lettres](#)

[CRÉER UN BLOG GRATUIT SUR OVER-BLOG.COM](#) - [CONTACT](#) - [C.G.U.](#) - [RÉMUNÉRATION EN DROITS D'AUTEUR](#) - [SIGNALER UN ABUS](#) - [ARTICLES LES PLUS COMMENTÉS](#)